



18

Rapport annuel 2018
CFM Indosuez Wealth Management

Editorial

traces / tracés

Les illustrations de ce rapport d'activité sont inspirées du thème « traces & tracés ».

La trace est définie comme une suite d'empreintes, une marque laissée par une action.

Elle évoque aussi ce qui subsiste, un souvenir.

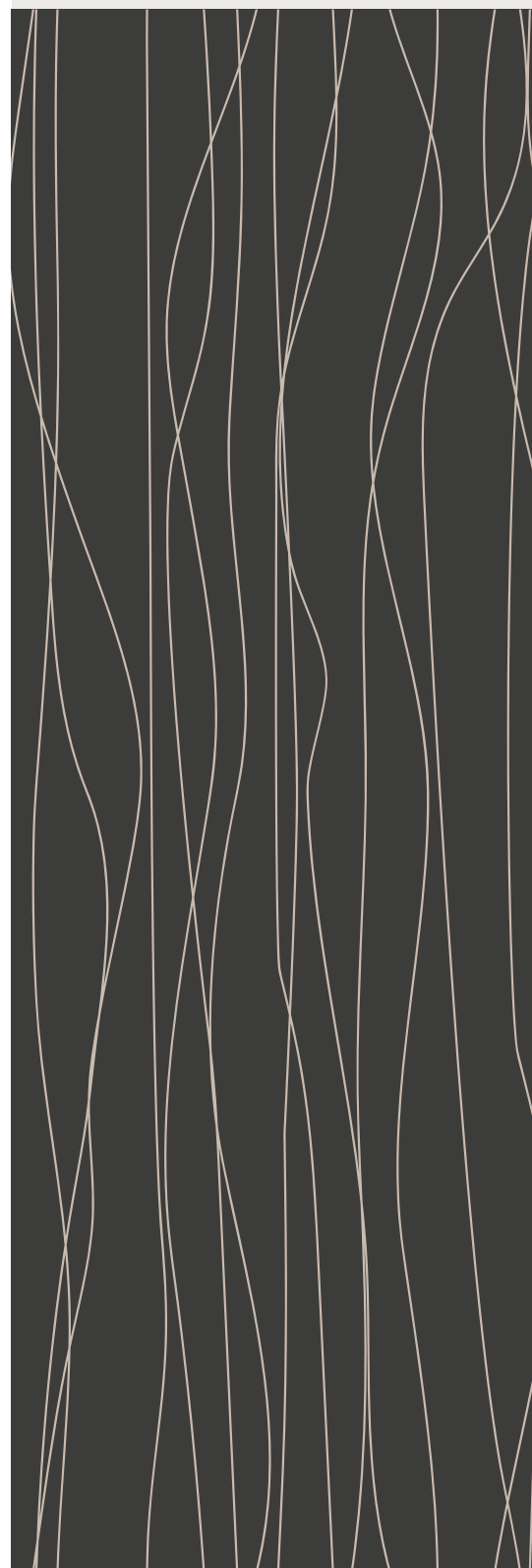
Choisi comme fil conducteur conceptuel et visuel de ce document, le symbole de la trace suggère l'histoire du groupe Indosuez Wealth Management et celle de ses clients jalonnées de leurs décisions et de leurs actions.

Il exprime aussi l'idée de l'empreinte, celle du déploiement géographique mais également ce qui reste, mémoire de passage et d'existence d'une marque unique et singulière.

Sous ses lignes affirmées, longues et profondes, le tracé rend hommage aux acteurs du groupe Indosuez Wealth Management et à leurs clients, à la richesse et à la diversité de leurs rencontres.

Elles rappellent en outre les formes de l'activité financière inhérente au métier de Gestion de Fortune.

Ainsi, en filigrane de ces évocations, s'affirme le caractère d'un groupe solide, moderne qui, fort de son passé, est résolument tourné vers l'avenir et celui de ses clients.





Sommaire

/ 1 Groupe Crédit Agricole

06 Toute une banque pour vous

/ 2 Indosuez Wealth Management

10 Message des Dirigeants du groupe
Indosuez Wealth Management

12 Notre réseau et nos chiffres clés

14 Analyse macroéconomique 2018

/ 3 Rapport d'activité

CFM Indosuez Wealth Management

18 CFM Indosuez Wealth Management

20 Environnement monégasque 2018

22 Message des Dirigeants

24 La gestion de fortune

26 Organes de la Banque

27 Nos chiffres clés consolidés IFRS

28 Activités et résultats

/ 4 Comptes annuels

CFM Indosuez Wealth Management

34 Projet de résolutions pour l'AGO

36 Rapports des Commissaires aux comptes

39 Comptes consolidés IFRS 2018

avec les états financiers et annexes

132 Comptes individuels 2018 avec les états financiers

150 Nos implantations

/ 1

Le groupe Crédit Agricole

/ 1

Toute une banque pour vous

Partenaire de confiance de ses clients, le Crédit Agricole s'appuie depuis 125 ans sur ses valeurs historiques de proximité, de responsabilité et de solidarité.

Il a pour ambition d'être présent dans la durée aux côtés de l'ensemble de ses clients, pour accompagner leurs projets de vie, les prémunir contre les aléas et protéger leurs intérêts.

Au service de tous, des ménages les plus modestes aux plus fortunés, des professionnels de proximité, aux agriculteurs et grandes entreprises internationales, il s'engage à apporter ses conseils avec transparence, loyauté et pédagogie.

Son modèle de banque universelle de proximité est le socle d'un Projet Client ambitieux, offrant une relation globale et durable avec ses clients. La synergie de tous les métiers du Groupe apporte une diversité d'expertises à chaque client, et propose un modèle de distribution d'une banque 100% humaine et 100% digitale.

Le Groupe vise l'excellence relationnelle au service de tous :

Banque au quotidien - Crédit et épargne - Assurances - Gestion d'actifs - Gestion de fortune - Crédit-bail - Affacturage - Banque de financement et d'investissement - Services aux émetteurs et aux investisseurs - Services de paiements - Immobilier

La politique de responsabilité sociétale et environnementale du Crédit Agricole est au cœur de son identité coopérative et mutualiste, et de son ambition.

Il s'engage délibérément sur les terrains sociétaux et environnementaux, en accompagnant progrès et transformations.

L'intégration systématique du risque climatique dans ses stratégies de financement comme d'investissement (en gestion d'actifs et assurance) ; l'amplification de son rôle dans le financement des projets d'énergies renouvelables ainsi que l'accompagnement de tous ses clients dans la transition vers une économie dite « bas carbone » illustrent son engagement.

Cette politique est incarnée par la mobilisation de ses 141 000 collaborateurs.



1^{er} Bancassureur en Europe
Financier de l'économie française
Gestionnaire d'actifs européen



51 M
de clients



47
pays



141 000
collaborateurs

Organisation du Groupe

Plus de 10 millions de sociétaires sont à la base de l'organisation coopérative du Crédit Agricole. Ils détiennent sous forme de parts sociales le capital des 2 432 Caisses locales et désignent chaque année leurs représentants : plus de 30 000 administrateurs qui portent leurs attentes au cœur du Groupe.

Les Caisses locales détiennent l'essentiel du capital des 39 Caisses régionales.

Les Caisses régionales sont des banques régionales coopératives qui offrent à leurs clients une gamme complète de produits et services. L'organe de réflexion des Caisses régionales est la Fédération Nationale du Crédit Agricole, lieu où sont débattues les grandes orientations du Groupe.

À travers SAS Rue La Boétie, les Caisses régionales sont l'actionnaire majoritaire à 56,3 % de Crédit Agricole SA qui coordonne, en liaison avec ses filiales spécialisées, les stratégies des différents métiers en France et à l'international.



Autres filiales spécialisées : Crédit Agricole Capital, Investissement & Finance (Idia, Sodica), Uni-Médias

Depuis plus de 140 ans, l'histoire de notre Maison s'est bâtie en résonance avec celle des entrepreneurs et des familles que nous avons conseillés partout dans le monde. Aujourd'hui, nous accompagnons nos clients, contribuant à leurs côtés à construire, protéger et transmettre leur patrimoine.

En qualité d'« Architects of Wealth »*, nous leur offrons des conseils experts et un service d'exception pour définir des structures patrimoniales adaptées et des solutions d'investissement dédiées.

Ainsi, ils peuvent se consacrer à la réalisation de leurs aspirations personnelles, et se reposer sur la qualité irréprochable de l'exécution des prestations de gestion de fortune traditionnelle et, au-delà, des services financiers et bancaires du groupe Crédit Agricole.

*Architectes de votre patrimoine.

/2
Indosuez Wealth Management

/2

Message de la Direction Générale du groupe Indosuez Wealth Management

Les investisseurs qualifieront 2018 d'année de transition. En effet, les incertitudes géopolitiques conjuguées aux tensions protectionnistes ont orienté les marchés financiers à la baisse. Par ailleurs, la sophistication croissante de la réglementation et le contexte concurrentiel se sont traduits par de fortes pressions à la fois sur nos charges et sur nos marges.

Si ces vents contraires ont affecté notre activité, celle-ci est restée soutenue grâce à l'engagement de l'ensemble des équipes dans le monde mais aussi à une offre large et différenciante.

Cette année 2018 marque surtout la finalisation de projets majeurs qui permettent à notre Maison de s'inscrire dans une nouvelle dynamique.



Jean-Yves Hocher

Président
CA Indosuez Wealth (Group)

Nous avons conforté notre positionnement à l'international et avons réussi l'intégration de nombreux collaborateurs issus de nos récentes acquisitions en Asie et à Monaco. Nous avons accueilli de nouveaux entrants en Espagne et au Moyen-Orient. Les savoir-faire de ces nouveaux collaborateurs nous permettent de renforcer notre positionnement sur nos marchés prioritaires.

Le cadre réglementaire inhérent à notre métier de Gestion de Fortune s'est cette année encore renforcé. L'adaptation de nos standards de conformité et de sécurité financière aux exigences renforcées du groupe Crédit Agricole est restée une priorité.

Dans ce monde en pleine mutation, nous avons engagé une transformation majeure avec la filialisation d'Azqore et la prise de participation de



Capgemini à son capital. Ainsi, les deux groupes disposent à présent de tous les atouts pour poursuivre leur ambition stratégique et créer une nouvelle référence mondiale des services d'externalisation de l'informatique et des opérations bancaires dans le domaine de la Gestion de Fortune.

En 2019, nous poursuivons la dynamique de transformation engagée selon une méthode « agile » et consoliderons nos fondations. Nos choix et nos réalisations seront inspirés de notre ferme volonté de perfectionner les parcours clients, d'améliorer la qualité de nos services et de renforcer notre efficacité opérationnelle et commerciale.

Nous accélérerons nos projets de digitalisation et poursuivons notre conquête commerciale en développant les synergies que nous exploitons avec les Caisses régionales de Crédit Agricole et dans le cadre du Pôle Grandes Clientèles.

Nous enrichirons notre offre afin de satisfaire les attentes d'un nombre croissant de clients à travers le monde (ESR, immobilier, financement).

Pour répondre à nos aspirations profondes et aux attentes de nos clients nous poursuivons le plan d'actions visant à promouvoir l'Investissement Socialement Responsable.

Nos challenges sont multiples et notre stratégie ambitieuse : nous pouvons compter sur l'attractivité de notre marque, la puissance de notre réseau international, la diversité de nos talents, les synergies réalisées avec le groupe Crédit Agricole mais aussi son soutien pour offrir à nos clients le meilleur d'une Banque de Gestion de Fortune.



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'JP Prost', written in a cursive style.

Jacques Prost

Directeur général
CA Indosuez Wealth (Group)

Nos chiffres clés au 31 décembre 2018



Amériques Miami · Montevideo · Rio de Janeiro · São Paulo • **Europe** Monaco · Bordeaux · Lille · Lyon · Marseille · Nantes · Paris · Toulouse · Bruxelles · Anvers · Bilbao · Madrid · Valence · San Sebastian · Séville · Milan · Turin* · Lecco* · Florence* · Padoue* · Rome* · Luxembourg · Genève · Lugano · Zurich • **Moyen-Orient** Abu Dhabi · Beyrouth · Dubaï • **Asie Pacifique** Hong Kong · Singapour · Nouméa

*Banca Leonardo

En M EUR



Les actifs confiés

En 2018, les marchés financiers ont enregistré des reculs importants avec une accélération au dernier trimestre. En dépit des effets de marché et de change négatifs (-3,9 Mds EUR), le montant des actifs confiés du groupe Indosuez Wealth Management a progressé de +3,6% signe d'une dynamique commerciale soutenue avec une collecte nette de près de 5 Mds EUR. En outre, l'année 2018 a été marquée par l'intégration des actifs de Banca Leonardo (5 Mds EUR) au 2^{ème} trimestre.

En M EUR



Le PNB

Le Produit Net Bancaire (PNB) s'est apprécié de 57,1 M EUR (soit +7%) sur l'année à 822,5 M EUR. Les effets de change négatifs (-12,4 M EUR) conjugués à l'impact de l'entrée en vigueur de nouvelles réglementations en Europe (-16,5 M EUR) et celui de la baisse des marchés financiers (-14 M EUR) ont été plus que compensés par des éléments positifs.

En effet, les opérations de croissance externe de 2016 (accord de référencement à Monaco pour la clientèle d'HSBC) et 2017 (acquisition des activités du CIC en Asie) ont contribué positivement à la progression du PNB (+41 M EUR) ainsi que l'intégration de l'activité de Banca Leonardo (+ 17,5 M EUR) et d'équipes en Espagne (+2,2 M EUR), soit un total de plus de 60 M EUR.

Par ailleurs, le PNB directement lié à l'activité commerciale reste soutenu et affiche une progression de 22,5 M EUR par rapport à 2017.

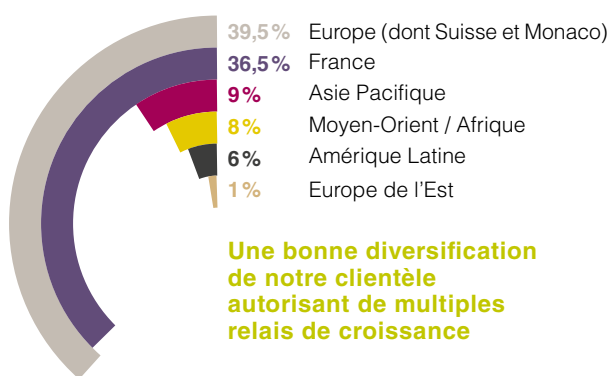
En M EUR



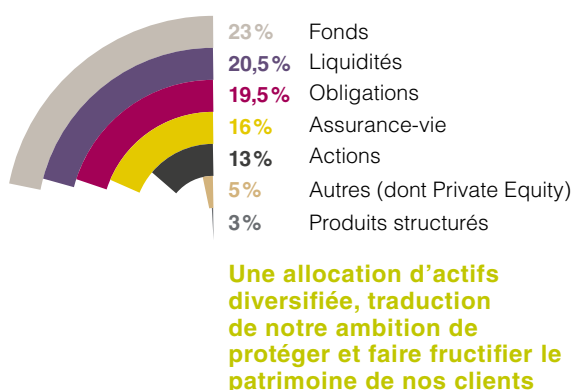
Le RBE

En 2018, le RBE affiche un retrait par rapport au RBE de l'exercice précédent. En effet, il a notamment été pénalisé par différentes charges non récurrentes liées aux récentes opérations de croissance externe et par les coûts inhérents aux nouvelles exigences réglementaires.

Vision géographique par pays de résidence



Allocation d'actifs



14

pays

3 150

collaborateurs aux multiples expertises



**Analyse
macroéconomique
2018** et perspectives
des marchés
financiers en 2019

« Nous pouvons constater que l'incertitude relative aux politiques économiques globales a atteint un plus haut historique depuis plus de vingt ans. In fine, ceci s'est avéré néfaste pour l'investissement, à la fois physique et monétaire. »

Paul Wetterwald

Chef Economiste
Indosuez Wealth Management

Les incertitudes politiques ont été nombreuses en 2018 et elles ne se sont dans l'ensemble pas dissipées, bien au contraire. Ainsi, les tensions intra-européennes, notamment celles liées au Brexit et au budget italien, la guerre commerciale entamée par les USA avec la Chine, l'Europe (et dans une moindre mesure, avec ses voisins américains, le Canada et le Mexique) et plus généralement la montée des populismes, se sont traduites par des politiques économiques moins lisibles. Nous pouvons constater que l'incertitude relative aux politiques économiques globales a atteint

2018 : La revanche du politique sur l'économique

un plus haut historique depuis plus de vingt ans. In fine, ceci s'est avéré néfaste pour l'investissement, à la fois physique et monétaire.

Une croissance robuste en 2018

Ce phénomène a pu cacher que l'an passé, la croissance économique s'est avérée robuste un peu partout. Dans les économies matures, la surprise est venue des USA, où le PIB a crû en termes réels annualisés de 4,2% et 3,4% respectivement aux deuxième et troisième trimestres, soit un rythme largement au-dessus du potentiel de plus long terme de l'économie américaine. Il faut y voir un impact plus fort qu'attendu de la réforme de l'imposition voulue par Donald Trump.

Parmi les économie émergentes, force est de constater qu'en dépit des inquiétudes relatives à son économie, la Chine a pu maintenir un rythme de croissance élevé, soit 6,4% du quatrième trimestre 2017 au quatrième trimestre 2018. Ceci signifie que plus du tiers de la croissance mondiale est provenu de l'Empire du Milieu.

Cela étant, la croissance mondiale a faibli en fin d'exercice, pour se rapprocher d'un rythme que nous qualifierons de plus normal. Si nous avons probablement déjà passé le pic de croissance, il est trop tôt pour parler de récession.

Une hausse temporaire de l'inflation

Notre scénario 2018 concernant le prix du baril de pétrole correspondait à un prix moyen de 65 USD (pour le WTI), ce qui s'est avéré très proche de la réalité. En revanche, nous n'avions pas anticipé autant de volatilité du prix de l'or noir. La hausse des prix du pétrole entre septembre 2017 et septembre 2018 a agi avec un certain retard sur le taux d'inflation, qui a de façon transitoire flirté avec le niveau de 3% aux USA et dépassé 2% en zone Euro. Avec la baisse marquée des prix du pétrole observée à l'automne 2018, un effet de base poussant les Indices des Prix à la Consommation (IPC) à la baisse devrait se faire sentir au cours des mois à venir. Celui-ci concernera non seulement l'inflation dite totale, mais aussi l'inflation sous-jacente (c'est-à-dire hors prix de l'énergie et de l'alimentation). En effet, le coût des transports, qui entre dans le calcul de cette dernière mais pas dans celui de l'inflation totale est à l'évidence fortement impacté par le prix de l'énergie.

Encore moins de chômage

A contrario, l'amélioration significative de l'emploi sur le marché du travail s'est poursuivie. En zone Euro, le taux de chômage s'établissait à 7,9% en novembre, le plus bas depuis décembre 2008. Aux USA, il faut remonter à décembre 1969 pour trouver un chiffre inférieur à celui de décembre, soit 3,8%. Cette embellie pourrait finalement entraîner une hausse plus franche des salaires et résoudre le conundrum de la courbe de Phillips en «ressuscitant» la relation inverse entre variation du chômage et variation des salaires.

Des politiques monétaires légèrement moins accommodantes en 2019

Les politiques monétaires récentes ne devraient pas s'infléchir drastiquement, à noter :

- la poursuite de la hausse du taux des Fed funds et du rétrécissement du bilan de la Banque centrale aux USA,
- l'enclenchement d'un resserrement monétaire en zone Euro avec peut-être une hausse du taux de la Banque centrale européenne (BCE) à fin 2019,

« Les niveaux des taux d'intérêt en USD font apparaître les placements à court terme dans cette devise comme plutôt attractifs. Le billet vert a d'ailleurs été supporté par le différentiel de taux d'intérêt et s'est avéré être la monnaie forte de l'année 2018, yen japonais mis à part. »

- le positionnement de la Banque nationale suisse en réaction à la BCE et pas en précurseur,
- la relance monétaire marquée en Chine en faisant passer au second plan l'effort de répression du secteur bancaire parallèle au profit d'une dynamisation de l'activité.

Dès lors, le taux d'intérêt des Fed funds (USD) pourrait atteindre 3 % à fin 2019, alors que le taux de refinancement en euro serait portée à 0,25 %.

Parce que nous pensons qu'un Brexit désordonné sera évité, la Banque d'Angleterre devrait procéder à une hausse de taux en 2019.

Au Japon, l'objectif d'inflation à 2 % était passé à l'arrière-plan pour laisser le devant de la scène à une gestion de la courbe des rendements. La récente révision à la baisse des données sur la croissance des salaires ne peut qu'encourager la Banque du Japon dans le maintien d'une politique monétaire accommodante.

Finalement, du fait du trilemme de Fleming (soit la théorie selon laquelle une économie ne peut avoir en même temps une politique monétaire indépendante, des capitaux circulant librement et un taux de change fixe), les pays ayant choisi d'arrimer leur monnaie au dollar US devront suivre l'exemple des États-Unis et durcir quelque peu leurs politiques monétaires respectives. C'est notamment le cas de nombreux pays du Moyen-Orient.

Marchés financiers : une « annus horribilis »

Les adeptes des classements ont bien du mal à identifier des classes d'actifs ayant fourni une performance nominale significative en 2018, sans parler de performance réelle.

Au sein des actions, nous identifions de rares exceptions comme le marché boursier brésilien (+15 % en devise locale, mais -1,8 % en dollar US), ou les secteurs de la santé et des services publics hors des marchés émergents.

Sur le marché obligataire, la plupart des indices affichent une performance totale négative. Si l'on mesure la performance en devise locale, on note quelques exceptions parmi les emprunts d'État des États-Unis, du Royaume-Uni ou de l'Union économique et monétaire (UEM), les obligations d'entreprise investment grade au Japon et, de

manière plus surprenante pour les investisseurs occasionnels, les obligations d'entreprise « investment grade » en Chine (+7,1%). Ces dernières ont également fourni une performance nominale positive en dollar US ou en euro.

Les résultats ont été plus inégaux dans l'univers des matières premières. Alors que l'or, le pétrole et le cuivre ont tous connu une baisse des prix, le gaz naturel, le blé et le coton, pour n'en citer que quelques-uns, ont généré une performance positive.

Si l'on ajoute à ce sombre tableau la montée en flèche de la volatilité, on comprend mieux pourquoi de nombreux gérants de portefeuille ont enregistré des résultats décevants.

Les mauvaises performances des marchés financiers sont-elles le reflet d'une économie mondiale également mal en point ?

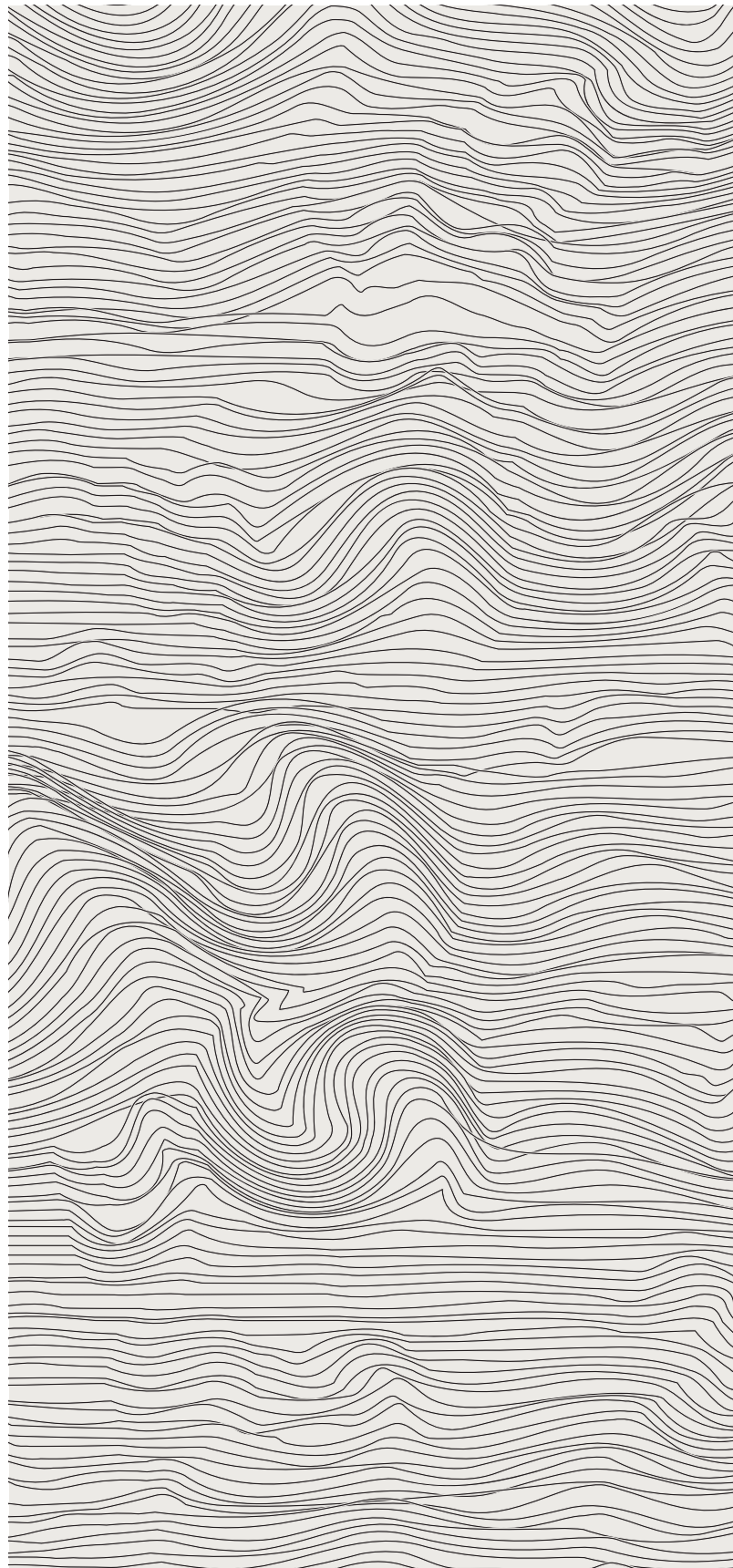
Comme vu précédemment, la réponse est non. Si l'on considère la croissance mondiale, estimée à 3,4% en termes réels pour l'ensemble de l'année 2018, sachant que l'inflation est pour l'essentiel proche des objectifs des grandes banques centrales, il nous reste deux suspects susceptibles d'assumer la responsabilité des mauvais résultats de cette année : la concurrence résultant des taux d'intérêt plus élevés payés sur les dépôts à court terme en dollar, et la capacité présumée des marchés à anticiper des problèmes de taille.

Certes, les niveaux des taux d'intérêt en dollar US font apparaître les placements à court terme dans cette devise comme plutôt attractifs. Le billet vert a d'ailleurs été supporté par le différentiel de taux d'intérêt et s'est avéré être la monnaie forte de l'année 2018, yen japonais mis à part.

Si la hausse des taux d'intérêt à court terme en dollar US est incontestable, nous avons des doutes quant à la validité de la seconde explication. Ni les incertitudes européennes, ni la montée du protectionnisme ne devraient pouvoir faire dérailler l'économie mondiale en 2019.

En conséquence, si notre diagnostic s'avère exact, il est trop tôt pour se départir des actifs risqués.

Achévé de rédiger le 25/01/2019



CFM Indosuez Wealth Management, la banque de référence à Monaco

Premier employeur bancaire de la Principauté, CFM Indosuez Wealth Management est l'unique établissement de la place à pouvoir offrir des solutions financières à la fois aux investisseurs privés, aux entreprises, aux institutionnels et aux professionnels.

Créée en 1922 par de grandes familles monégasques dont certaines sont toujours au capital, CFM Indosuez Wealth Management est filiale à 70% du groupe Crédit Agricole. Cet adossement à l'un des premiers groupes bancaires mondiaux, associé à nos profondes attaches monégasques, est une garantie de solidité et de pérennité essentielle pour nos clients, nos actionnaires, nos collaborateurs et nos partenaires.

Au sein du groupe, notre Maison est pleinement intégrée au Métier de Gestion de Fortune, Indosuez Wealth Management. Ses 3 150 spécialistes de la Gestion de Fortune, dont 387 sont chez CFM Indosuez Wealth Management à Monaco, façonnent des solutions sur mesure pour nos clients, dans un pays d'implantation ou en multibooking.

Ensemble, ils ont une vocation unique : aider les familles et les entrepreneurs à créer, faire fructifier, protéger et transmettre leur patrimoine.

Rapport d'activité

/3

L'environnement monégasque 2018

Entre coup de cœur et motifs raisonnables, ceux qui choisissent Monaco pour y vivre et travailler ont mille histoires à raconter qui expliquent leur rencontre avec la Principauté. Qu'il s'agisse d'attractivité en termes d'économie, de culture ou encore de qualité de vie, la Principauté de Monaco a depuis toujours su rayonner à travers le monde. La vitalité du tissu économique monégasque et les conditions favorables pour y exercer une activité ont depuis longtemps permis à Monaco d'être un pays de quasi plein emploi.

Une économie dynamique et diversifiée

Le PIB monégasque pour l'année 2017 – dernières données publiées – s'élève à 5,68 milliards d'euros contre 5,85 milliards en 2016. Il enregistre un recul de -3,5% (en volume, correction faite de l'inflation). Depuis 2013, le rythme de la croissance en Principauté ralentissait (de +9,7% en 2013 à +3,4% en 2016). En 2016 la croissance était entièrement le fait des performances des secteurs de la construction (promotion immobilière) et des autres activités de services qui généraient un excédent brut d'exploitation significatif. En 2017, ces deux secteurs ont marqué le pas et même connu un certain recul. Leurs résultats ont eu un impact direct sur le PIB global de la Principauté.

Les trois secteurs économiques qui créent près de la moitié de la richesse produite en Principauté sont les activités financières et d'assurance (17,8%), les activités scientifiques et techniques, services



Marie-Odile Joris

Secrétaire Général

administratifs et de soutien (17%) et les activités immobilières (10%) qui profitent du recul de la construction pour monter sur le podium. En 2018, le chiffre d'affaires de la Principauté, hors activités financières et d'assurance, est en augmentation (+3,6%) par rapport à 2017. Avec plus de 14 milliards d'euros, il se rapproche du plus haut historique de 2012. Le PIB des activités financières et d'assurance dépasse pour la première fois le milliard d'euros, en progression de 7,7%.

En décembre 2018, Monaco compte 51 601 salariés dans le secteur privé (+3,8%). La population salariée du secteur privé est composée à 60% d'hommes et 63,2% de personnes de nationalité française. Les salariés sont âgés de 41,8 ans en moyenne et sont très majoritairement des pendulaires. Le secteur du tertiaire emploie la quasi-totalité des salariés du privé.

L'évolution du montant des actifs des banques est positive sur 2018, notamment grâce à une nette augmentation des dépôts (+5,8%). Le montant des crédits augmente également significativement (+6,9%). Sur le dernier trimestre 2018, malgré une collecte positive de l'ordre de 570 M€, une baisse du montant des actifs sous gestion est constatée du fait de l'impact négatif des effets de marché.

Après une année 2017 en repli, le marché des reventes immobilières est en hausse en 2018. Le nombre de transactions augmente et les biens sont de plus grandes tailles. Avec un prix moyen en hausse de 14% (entre 45.000 et 50.000 euros), le marché immobilier se porte bien, toutes tendances confondues. La livraison des quatre blocs du programme Stella (89 appartements) a dynamisé le marché de l'immobilier neuf.

Les 5 chantiers qui vont métamorphoser Monaco

La Principauté compte plus de 30 chantiers conséquents pour les 10 prochaines années contribuant à près de 30% du budget annuel de l'État. Ces opérations urbanistiques majeures pour le pays permettent de développer des m² utiles de surfaces tertiaires et industrielles indispensables au développement économique. Parmi elles, on peut citer les cinq plus gros chantiers qui changeront le visage de Monaco dans la prochaine décennie : l'opération d'extension en mer de l'anse du Portier va rythmer une partie de la vie de Monaco pendant près de 10 ans, permettant à la Principauté de Monaco d'étendre son territoire sur la mer de 6 hectares entre le Grimaldi Forum et le Fairmont, à horizon 2025. La première livraison de ce quartier aura lieu en 2020, avec un parking souterrain et l'accès à cette nouvelle extension. Il faudra ensuite au moins attendre cinq ans pour l'aménagement complet de ce quartier dessiné par Renzo Piano.

L'îlot Pasteur, dernière parcelle encore en friche, est entré dans une phase active depuis 2016. Il accueillera à horizon 2022 le collègue Charles III, le nouvel espace Léo Ferré, la Médiathèque Municipale ainsi que 9000 m² de bureaux et 900 parking.

Le chantier du futur CHPG est l'un des plus importants de la Principauté, après l'extension en mer. Un projet colossal pour livrer ce bâtiment qui abritera près de 400 lits pour actes médicaux et 650 places de parking. Un hôpital moderne, dont les fondations sont à peine posées au plus haut de l'avenue Pasteur. La phase 0 ayant pris du retard, la fin des travaux est prévue en 2033.

De l'avenue Princesse-Grace au boulevard d'Italie, les grandes manœuvres développées sur le terrain Testimonio II, dernier grand terrain à bâtir de la Principauté, vont profondément transformer le quartier à l'horizon 2021. Imaginé par les architectes Alexandre Giraldi et Arquitectonica, le projet compte une tour de vingt étages abritant 150 logements domaniaux boulevard d'Italie; un programme de logements privés qui enjambe le boulevard du Larvotto. Et au pied du terrain, sur le rond-point du Monte-Carlo Bay, plusieurs équipements publics dont une crèche de 50 berceaux, l'école internationale sur quatre niveaux, et un parking souterrain de 900 places.

Une transition énergétique enclenchée

La Principauté de Monaco s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 50% à l'horizon 2030 par rapport à 1990 et se placer sur la trajectoire d'une neutralité carbone à l'échéance 2050.

Pour accompagner cette démarche, S.A.S le Prince Souverain a décidé la création de la Mission pour la Transition Énergétique afin d'assurer le management des projets de limitation des émissions de gaz à effet de serre et de développement des énergies renouvelables.

Le plan national d'actions porte principalement sur les 3 secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre que sont le transport routier, le traitement des déchets et la dépense énergétique dans les bâtiments. Ils représentent environ 90% des émissions du pays à hauteur d'environ 30% par secteur.

Une attractivité renforcée par la sécurité et la transparence

Si la Principauté reste une destination très prisée des visiteurs, les professionnels du tourisme ont remarqué que les séjours sont plus courts et que la fréquentation a légèrement baissé en 2018. Bien que le nombre de nuitées progresse, l'augmentation du nombre de chambres à la vente entraîne une légère baisse du taux d'occupation. Par ailleurs, le nombre d'escales et de passagers de croisière augmente, notamment grâce aux navires de luxe.

L'attractivité de la Principauté de Monaco tient également à sa politique fiscale et internationale, dont la transparence passe par la mise en œuvre de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers dès 2018 sur les renseignements collectés en 2017. En effet, Monaco est l'un des signataires de l'Accord Multilatéral entre Autorités Compétentes sur l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, qui vient préciser la Convention déjà existante. Cette signature s'inscrit dans un processus continu de transparence et constitue un nouvel exemple de sa politique de lutte contre l'évasion et la fraude fiscale internationale, dans le cadre de l'engagement pris de conclure des accords respectant, en matière d'échange de renseignements, les standards internationaux développés tant par l'Union Européenne que le Forum mondial de l'OCDE.

La Principauté a engagé sa révolution numérique

La Principauté a pour ambition de faire entrer le numérique dans la vie quotidienne des Monégasques et des résidents et de se positionner comme une place d'innovation. Pour mener la transition numérique de Monaco, un délégué interministériel à la transition numérique a été nommé et dispose de budgets en nette augmentation et d'une structure composée d'une équipe de 100 personnes. Ses 3 priorités : les plateformes, les services et l'économie numérique. Une stratégie qui placera la transition numérique au cœur du développement de la Principauté.

Source : IMSEE

Message des Dirigeants

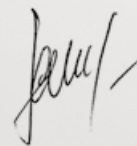
En 2018, CFM Indosuez Wealth Management conforte sa position de première banque de la place monégasque en termes d'actifs sous gestion. Une performance d'autant plus notable qu'elle a été réalisée dans un contexte de marchés financiers très volatils et de concurrence accrue en Principauté. Les clients apportent leur confiance à CFM Indosuez Wealth Management pour son sérieux, sa solidité, la qualité de ses expertises et son service à la clientèle.

Cette réussite témoigne de l'engagement constant de nos collaborateurs qui contribuent depuis de longues années à la prospérité de notre institution ainsi que du soutien fidèle de nos actionnaires et des Autorités Monégasques que nous tenons ici à remercier pour leur confiance et l'intérêt qu'ils portent à notre développement.

2018 a également été marquée par la poursuite du développement de CFM Indosuez Wealth Management pour accompagner l'évolution de notre cœur de métier, la gestion de fortune. Cela s'est traduit notamment par la mise en œuvre de projets stratégiques :

- Renforcement de notre filiale CFM Indosuez Gestion, qui nous amène à présenter cette année pour la première fois un rapport annuel avec en sus des comptes sociaux de l'établissement de crédit CFM Indosuez Wealth Management, des comptes consolidés en normes IFRS de CFM Indosuez Groupe intégrant ainsi les filiales dans le périmètre de consolidation.
- Création d'équipes d'investissement advisors dédiés à notre clientèle en gestion de fortune, en appui des responsables commerciaux sur l'ensemble de nos territoires de développement, à Monaco et dans le monde. Ces experts financiers viennent accroître l'excellence de service que nous recherchons en permanence pour nos clients.

- Développement du digital au service de notre efficacité opérationnelle et commerciale. Pour notre clientèle, cela s'est notamment traduit fin 2018 par la première étape du lancement de l'application My Indosuez, qui leur permet de consulter leur fortune, d'effectuer des virements, de bénéficier d'analyses de spécialistes ou encore de contacter leur banquier. En matière de digital, la stratégie de CFM Indosuez Wealth Management est de mettre la technologie et les innovations au service de ses clients et de ses collaborateurs, afin d'améliorer en permanence leur expérience au sein de notre Maison.



Jean-Marie Sander

Président



« En 2019, nous allons impulser une nouvelle dynamique et renforcer encore notre position de leader, en accentuant notre développement tout en maintenant un profil de risques maîtrisé. »



Par ailleurs, notre très haut niveau d'exigence en termes de transparence, d'application des nouvelles normes réglementaires, de conformité et de qualité de conseil pour nos clients et nos partenaires, demeure fondamental pour CFM Indosuez Wealth Management. S'il apporte parfois des contraintes, ce très haut niveau d'exigence est une garantie majeure de pérennité dans notre activité de gestion de fortune.

En 2019, nous allons impulser une nouvelle dynamique et renforcer encore notre position de leader, en accentuant notre développement tout en maintenant un profil de risques maîtrisé. Nous allons pour cela capitaliser sur nos plus grandes forces, nos ressources humaines. CFM Indosuez Wealth Management reste le premier employeur bancaire de la Principauté. La qualité de l'expertise de ses collaborateurs, ses capacités d'innovation et la recherche constante d'excellence pour ses services à la clientèle ont à nouveau été saluées par l'un d'un principaux magazines financiers internationaux, Global Finance, qui a élu CFM Indosuez Wealth Management meilleure banque de la Principauté en 2018. L'année 2019 s'ouvre également sous les meilleurs auspices car Global Finance a renouvelé sa décision pour la troisième année consécutive.

Notre position de banque leader sur la Principauté nous donne des devoirs en terme de politique RSE - Responsabilité Sociétale des Entreprises. Nous sommes déjà très investis dans ce domaine à Monaco et au-delà, avec un engagement des dirigeants et une forte implication des collaborateurs à travers le programme Citizen Days. CFM Indosuez Wealth Management veut être pour ses clients, ses collaborateurs, ses actionnaires, ses fournisseurs et l'ensemble de la Principauté, un partenaire de confiance, fiable, respectueux et en progrès continu, qui contribue positivement au monde dans lequel nous évoluons.

La gestion de fortune

«CFM Indosuez Wealth Management dispose pour cela de l'ensemble des atouts pour conserver et même renforcer nos positions : profondeur de notre offre, enracinement local, première salle des Marchés, clientèle internationale diversifiée et positionnée sur tous les continents.»



Grégoire Faure

Directeur de la Clientèle

2018 a été une année de renforcement commercial et de développement de notre offre, afin d'accroître la valeur ajoutée apportée à nos clients et d'accompagner l'évolution de notre cœur de métier, la gestion de fortune. En effet, le niveau d'exigence de notre clientèle, caractérisée par son haut niveau d'information, et les réglementations chaque année plus strictes auxquelles sont soumis les acteurs de la Gestion de Fortune internationale, nécessitent un enrichissement permanent de nos expertises.

CFM Indosuez Wealth Management bénéficie pour cela du savoir-faire ainsi que de la recherche d'excellence et d'innovation de ses 387 collaborateurs à Monaco, et de l'ensemble des experts du groupe Indosuez Wealth Management à travers le monde. La banque s'appuie de la même façon sur le groupe Crédit Agricole auquel elle est adossée, en particulier ses filiales Crédit Agricole Corporate and Investment Banking (CA-CIB) et Amundi.

En 2018 le contexte de marché très volatil auquel ont été confrontés tous les acteurs financiers a évidemment pesé sur les performances, néanmoins nous enregistrons une dynamique de collecte, tirée par les entrées en relation, le développement de nos relations



Stéphane Herpe

Directeur du Département des Marchés,
du Marketing et du Développement

avec les tiers-gérants et un bon niveau de production de crédits. La conjoncture a également mis en lumière l'avantage concurrentiel décisif dont dispose CFM Indosuez Wealth Management, grâce à la profondeur de la gamme de solutions d'investissements offerte à nos clients, la plus vaste disponible à Monaco. L'ensemble de nos expertises sont réunies autour de notre Salle des Marchés, la plus grande de la Principauté et de la Côte d'Azur, avec 55 experts dédiés aux solutions d'investissement et services à valeur ajoutée. Elle constitue une plate-forme de référence pour les investisseurs qui veulent accéder aux offres de marchés ou à des fonds en architecture ouverte. Notre objectif est d'offrir à nos clients un niveau de réactivité, de transparence, de sécurité et d'innovation répondant pleinement à leurs attentes. Cette proximité exceptionnelle et l'expertise de nos spécialistes des marchés sont des atouts appréciés par notre clientèle.

Les développements de notre offre en 2018 ont porté en particulier sur le conseil en investissement. En effet, le suivi et le conseil des portefeuilles correspondant aux offres Discover et Explore ont été déployés tandis que des ressources supplémentaires se trouvent aujourd'hui mobilisées pour répondre aux besoins des clients les plus fortunés dans le cadre de l'offre Design. Ces offres permettent à nos clients investisseurs privés de bénéficier de conseils par des spécialistes dédiés au suivi de portefeuilles, d'être informés par des reportings sur mesure et d'être accompagnés dans la protection et la valorisation de leur patrimoine.

Parmi les innovations 2018, il faut signaler le nouveau Fonds en Assurance Spécialisé (FAS) qui permet d'offrir des prestations de conseil en investissement au sein d'un contrat d'assurance-vie luxembourgeois.

Nous avons également renforcé les pôles de compétences en investment advisors et credit advisors, afin de couvrir l'ensemble des besoins patrimoniaux de nos clients tant en matière d'investissements que de financements et avons bénéficié d'une progression de l'activité Entreprises, traduisant notre rôle de premier plan auprès des entrepreneurs de Monaco.

Le développement de la qualité de service et de conseil de nos équipes commerciales ainsi que de nos experts, a contribué à fidéliser la clientèle qui nous a fait confiance lors de l'accord de référencement avec HSBC Private Bank (Monaco). Cette fidélisation a été associée à une intégration pleinement réussie des équipes qui nous avaient rejoint au cours de l'année précédente.

Nous avons également porté une attention toute particulière à la conduite de la transformation digitale, afin d'adapter nos méthodes aux nouveaux modes de consommation et de communication. Cela s'est traduit par la mise en place de nouveaux outils d'analyse et de proposition, et la première étape du lancement de la nouvelle application mobile My Indosuez.

CFM Indosuez Wealth Management dispose pour cela de l'ensemble des atouts pour conserver et même renforcer nos positions : profondeur de notre offre, enracinement local, première salle des Marchés, clientèle internationale diversifiée et positionnée sur tous les continents.

En 2019, nous mettrons aussi l'accent sur la nouvelle génération, les « millenials », futurs héritiers de nos clients qui pourront bénéficier d'une formation personnalisée assurée par nos experts dans un esprit « Club ».

À partir de ces solides fondations, nous demeurons fortement attentifs et attachés à la relation privilégiée que nos clients ont nouée avec les femmes et les hommes de notre Maison passionnés par leur métier. Cet esprit d'entreprendre est le gage de nos succès futurs.

Organes de la Banque

Conseil d'administration

Présidents d'honneur

Yves Barsalou
Georges Mazaud

Président

Jean-Marie Sander

Administrateurs

Yves Barsalou
Bastien Charpentier
Michel Cresp
Jean Delamalle
Hervé Husson
Jacques Prost
Andrée Samat
François Veverka

Commissaires aux comptes

*Commissaires aux
comptes titulaires :*
Madame Sandrine Arcin
Monsieur Didier Merkies

*Commissaire aux
comptes suppléant :*
Monsieur François Brych

Comité exécutif

Mathieu Ferragut
*Directeur Général
depuis le 03.12.2018*

Grégoire Faure
Directeur de la Clientèle

Yves Braccalenti
Directeur du Développement

Stéphane Herpe
*Directeur des Marchés,
du Marketing et du
Développement*

Vincent Thomas
*Directeur Général Adjoint
Directeur Financier,
Informatique, Opérations et
Organisation*

Ariel Barugel
*Directeur des
Ressources Humaines*

Marie-Odile Joris
Secrétaire Général

Comité exécutif

Devant, de gauche à droite : Ariel Barugel, Direction des Ressources Humaines • Vincent Thomas, Département Financier, Informatique, Opérations et Organisation • Marie-Odile Joris, Secrétariat Général

Derrière, de gauche à droite : Stéphane Herpe, Département des Marchés, du Marketing et du Développement • Mathieu Ferragut, Direction Générale • Grégoire Faure, Direction de la Clientèle, Yves Braccalenti, Direction du Développement

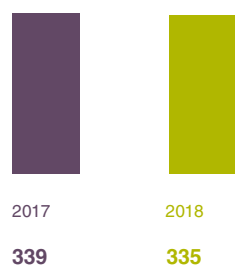


Nos chiffres clés consolidés IFRS

Nos chiffres clés consolidés (en millions EUR)	31/12/2018	31/12/2017	Variation en %
Capitaux Propres	335	339	-1,2%
Résultat Brut Exploitation	28	32	-12,5%
Total Bilan	5 923	5 619	5,4%
Résultat net après ISB	23	29	N/A
PNB	120	126	-4,8%

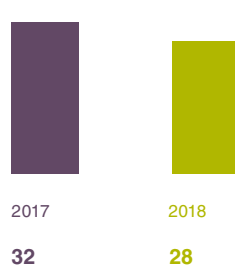
Capitaux propres

En M EUR



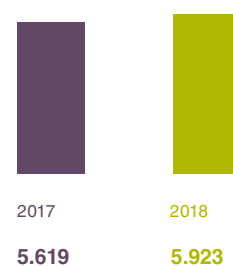
Résultat brut exploitation

En M EUR



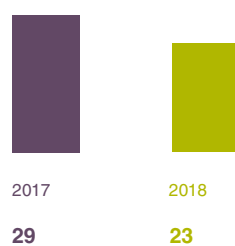
Total bilan

En M EUR



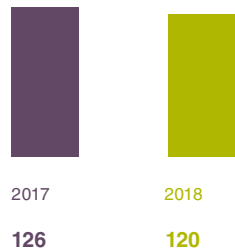
Résultat net après ISB

En M EUR



PNB

En M EUR



Activités et résultats

Activités et résultats consolidés de la banque

Lors de sa réunion du 19 mars 2019 le conseil d'administration de CFM Indosuez Wealth Management, sous la présidence de Jean-Marie Sander, a arrêté les comptes consolidés de l'exercice 2018 établis conformément aux règles et principes comptables internationaux IFRS.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les activités de prestataire de services d'investissement en lien avec la gestion des fonds Indosuez de droit luxembourgeois et monégasque ainsi que la gestion discrétionnaire sont centralisées et exercées au sein de CFM Indosuez Gestion, filiale monégasque contrôlée par CFM Indosuez Wealth Management, les réallocations des produits et charges étant assurées dans le cadre de conventions intra groupe.

La consolidation des comptes est réalisée pour la première fois lors de la clôture de l'exercice 2018 et inclut les trois entités du groupe CFM Indosuez Wealth Management, y compris la filiale française détenue à 100% par CFM Indosuez Wealth Management (dénommée CFM Indosuez Conseil en Investissement) et CFM Indosuez Gestion, qui permet une vision globale des activités et des résultats du groupe CFM Indosuez Wealth Management.

Afin de pouvoir comparer les résultats 2017 et 2018, des comptes consolidés 2017 proforma ont été préparés sur la base du même périmètre que 2018, en appliquant les normes comptables internationales IFRS en vigueur.

Le PNB consolidé du groupe CFM Indosuez Wealth Management de l'année 2018 s'établit à 120,2 millions d'euros soit -4,9% par rapport au Réalisé 2017, dans un contexte complexe sur les marchés financiers.

Le niveau des charges d'exploitation du groupe CFM Indosuez Wealth Management s'élève à 92 millions d'euros sur 2018 ; il est inférieur de -2,4% à celui réalisé 2017 et montre une maîtrise des charges.

Ainsi, le résultat brut d'exploitation ressort à 28,3 millions d'euros en 2018 contre 32,1 millions d'euros au Réalisé 2017, soit une baisse de 11,9%.

Le résultat net est de 23,0 millions d'euros après intégration du coût du risque (-1,3 million d'euros) et de la provision de l'impôt sur les bénéfices (-4,0 millions d'euros), contre un Réalisé 2017 de 29,1 millions d'euros (-20,9%).

Résultats consolidés (en Millions d'€UR) 2018 versus 2017 (proforma) en normes IFRS

	Exercice 2018	Exercice réalisé 2017- proforma	Variation
Produit net bancaire	120,2	126,4	-4,9%
Charges d'exploitation	-92,0	-94,3	-2,4%
Résultat brut d'exploitation	28,3	32,1	-11,9%
Ccoût du risque / éléments exceptionnels	-1,3	-2,9	N/A
Impôts sur les bénéfices	-4,0	-0,2	
Résultat net	23,0	29,1	-20,9%

Activités et Résultats de la Banque (périmètre Groupe CFM Indosuez Wealth Management)

La fortune en conservation au 31 décembre 2018 diminue de - 4% par rapport au 31 décembre 2017, cette baisse s'explique à la fois par un effet décollecte (-1,2%), un effet marché négatif (-4%) ainsi que par un effet change positif (+1,2%).

Les prêts et créances émis sur la clientèle ont augmenté de + 4% par rapport au 31 décembre 2017 pour totaliser 3 277 millions d'euros. Les dettes envers la clientèle s'élèvent à 5 162 millions d'euros soit une hausse de + 1,3% par rapport au 31 décembre 2017.

Présentation des comptes individuels 2018 de la Banque CFM Indosuez Wealth Management (en normes françaises)

Comptes sociaux/individuels de CFM Indosuez Wealth en normes comptables françaises

Le total du bilan s'établit à 5 903 millions d'euros au 31 décembre 2018, en hausse de 6% par rapport au 31 décembre 2017. Ce montant intègre les impacts de la mise en place de la norme IFRS 9, applicable en normes françaises, pour un montant de 1.837 millions d'euros déduits des capitaux propres.

À l'actif, les crédits accordés à la clientèle atteignent 3 281 millions d'euros, soit une progression sur l'exercice 2018 (+ 4%).

Le niveau d'encours de titres ainsi que les dépôts banques Centrales permettent de respecter le ratio de liquidité LCR global (liquidity Coverage Ratio).

Le poste «créances sur établissements de crédit» progresse de 743 millions d'euros pour atteindre 1 792 millions d'euros suite à la mise en place d'opérations réalisées avec les membres du Groupe Crédit Agricole.

Au passif, les fonds propres s'élèvent à 304 millions d'euros, hors fonds pour risques bancaires généraux d'un montant de 4,5 millions d'euros. L'évolution des fonds propres entre décembre 2017 et décembre 2018 (- 20 millions d'euros), résulte de la baisse du résultat entre 2017 et 2018 et de l'affectation du résultat de 2017.

Le produit net bancaire, en baisse de -19% par rapport à l'exercice 2017, s'établit à 99,6 millions d'euros et ne peut être comparé à l'année précédente en raison du transfert d'activités vers la société de gestion et les revenus associés.

Les charges d'exploitation sont en baisse de -5% par rapport à l'exercice précédent. L'exercice 2017 avait été marqué par de nombreux projets ayant entraîné des coûts supplémentaires. De plus, suite au renforcement de notre société de gestion, des coûts ont été transférés vers cette filiale.

Les comptes sociaux de CFM Indosuez Wealth Management affichent un résultat 2018 de 7,4 M€ (après impôt sur les bénéfices de 4 millions d'euros) en diminution de 74% par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution reflète principalement la délégation des activités de gestion et de conseil auprès de notre filiale société de gestion de laquelle nous ne percevons des dividendes qu'à compter de l'affectation du résultat de l'exercice 2018, qui seront inscrits dans les comptes sociaux de la banque en 2019.

Au regard de notre structure financière très solide, comme en témoigne les niveaux de réserves correctement dotés et les capitaux propres s'élevant à 304 millions d'euros avant distribution hors FRBG, le conseil d'administration propose à l'assemblée générale des actionnaires qui se réunira le 16 mai 2019, de maintenir le niveau de dividendes distribués en 2018 soit un dividende de 44,44 euros par action qui sera mis en paiement à partir du 6 juin 2019.

Affectation des résultats

Bénéfice de l'exercice	7 433 305 €
Report à nouveau de l'exercice précédent	178 513 829 €
Montant distribuable	185 947 134 €
Montant des dividendes proposés	25 464 120 €
Report à nouveau suite distribution de dividendes	160 483 014 €

Sur ces bases, le dividende unitaire s'élèverait à 44,44 EUR par action, soit le même montant que l'an passé.

Présentation des comptes individuels 2018 des filiales

Comptes sociaux/individuels de CFM Indosuez Gestion

Le pôle d'activité de gestion et de conseil a été transféré au 1^{er} janvier 2018 de CFM Indosuez Wealth Management à sa filiale CFM Indosuez Gestion.

Le résultat net de CFM Indosuez Gestion s'établit à 16,6 millions d'euros en 2018 contre un résultat proche de 0 en 2017. Ce résultat n'est pas comparable aux années précédentes en raison de la réorganisation décrite précédemment.

Le Conseil de CFM Indosuez Gestion du 11 mars 2019 propose à l'Assemblée générale des actionnaires de la société de gestion prévue pour se tenir le 09 mai 2019 de distribuer 95 % de son résultat net au titre de l'exercice 2018, soit 15,79 millions d'euros, le différentiel étant porté en report à nouveau.

L'impact de cette distribution de dividendes de la fille à la mère se retrouvera dans les comptes de CFM Indosuez Wealth en 2019.

Comptes sociaux/individuels de CFM Indosuez Conseil en Investissement

Le résultat net de CFM Indosuez Conseil en Investissement s'établit à +0,2 millions d'euros en 2018. Il reste supérieur au Réalisé 2017 (+0,1 million d'euros). Le niveau de PNB est inférieur de -0,3 million d'euros à l'année 2017 suite aux changements concernant l'assiette des rétrocessions versées par CFM Indosuez Wealth (dans le cadre de la réglementation MIFID II) et de la baisse de l'activité sur titres. Le niveau des charges apparaît en baisse démontrant ainsi la maîtrise de nos coûts.

L'actionnaire unique de la SASU CFM Indosuez Conseil en Investissement proposera de ne pas distribuer de dividendes au titre de l'exercice 2018 et d'affecter le résultat en Report à nouveau.





Comptes annuels
CFM Indosuez
Wealth Management



Résolutions AGO

Première Résolution

L'Assemblée Générale après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que la gestion de l'entreprise sociale telle qu'elle ressort de l'examen desdits comptes et desdits rapports.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus aux membres du Conseil d'Administration de leur gestion pour cet exercice.

Deuxième Résolution

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que la gestion du groupe tel qu'elle ressort de l'examen desdits comptes et desdits rapports.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus aux membres du Conseil d'Administration de leur gestion pour cet exercice.

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter le bénéfice de l'exercice comme suit :

Bénéfice de l'exercice	7 433 305 €
<hr/>	
Report à nouveau de l'exercice précédent	178 513 829 €
<hr/>	
Montant distribuable	185 947 134 €
<hr/>	
Montant des dividendes proposés	25 464 120 €
<hr/>	
Report à nouveau suite distribution de dividendes	160 483 014 €
<hr/>	

Sur ces bases, le dividende unitaire s'élève à 44,44 € par action.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 6 juin 2019.

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale approuve le montant des honoraires des commissaires aux comptes tel qu'alloué et figurant dans les frais et charges de l'exercice.

Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale autorise le Conseil d'Administration à procéder, s'il le juge opportun, au versement avant la fin de l'exercice d'un acompte sur le dividende 2019, sur la base d'un bilan dûment certifié par les Commissaires aux Comptes de la Société.

Sixième Résolution

L'Assemblée Générale ratifie la nomination en qualité d'administrateur de Monsieur Jacques Prost, coopté par le Conseil d'Administration du 18 mai 2018 en remplacement de Monsieur Paul de Leusse pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci, c'est-à-dire jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à se prononcer en 2021 sur les comptes de l'exercice 2020.

Septième Résolution

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat d'administrateur de Monsieur Yves Barsalou, pour une durée d'un an qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à se prononcer en 2020 sur les comptes de l'exercice 2019.

Huitième Résolution

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat d'administrateur de Monsieur Michel Cresp pour une durée d'un an qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale appelé à se prononcer en 2020 sur les comptes de l'exercice 2019.

Neuvième Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et des Rapports des Commissaires aux Comptes, prend acte de ce qu'il lui a été rendu compte pour l'exercice écoulé, des opérations visées à l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 6 mars 1895.

Elle approuve ces opérations et renouvelle aux administrateurs l'autorisation prévue à l'article 23 de l'Ordonnance précitée.

Dixième Résolution

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour l'accomplissement des formalités légales.



Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous rendons compte, dans le présent rapport, de l'accomplissement de la mission relative au contrôle des comptes annuels consolidés de votre société pour l'exercice clos le 31 Décembre 2018, établis selon les principes comptables IFRS.

Les comptes annuels consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1.1 et 3.1 de l'annexe des comptes consolidés relatives à l'application, à compter du 1er janvier 2018, de la norme IFRS 9 « instruments financiers ».

Nous certifions que les comptes annuels consolidés reflètent d'une manière sincère et régulière le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, à la vérification des informations relatives au Groupe données dans le rapport de votre Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Monaco, le 30 avril 2019

Didier Mekies

Commissaire aux Comptes

Sandrine Arcin

Commissaire aux Comptes

Rapport général des commissaires aux comptes

Exercice social clos le 31 décembre 2018

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi n° 408 du 20 janvier 1945, nous vous rendons compte, dans le présent rapport, de la mission générale et permanente qu'en vertu des dispositions de l'article 8 de la susdite loi vous nous avez confiée, par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2017 pour les exercices 2017, 2018 et 2019.

Les états financiers et documents sociaux, arrêtés par votre Conseil d'Administration, ont été mis à notre disposition dans les délais légaux.

- Le total du bilan s'élève à 5.902.789 K€
- Le compte de résultat fait apparaître un bénéfice net de 7.433 K€

Notre mission, qui consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers, a été accomplie selon les normes professionnelles et en faisant application des règles relatives au contrôle des établissements relevant de la réglementation bancaire. Elle nous a conduits à examiner les opérations réalisées par votre société pendant l'exercice 2018, le bilan au 31 décembre 2018, le compte de résultat de l'exercice et l'annexe, clos à cette date.

Ces documents ont été établis suivant les prescriptions légales et selon les mêmes formes et au moyen des mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent.

Nous avons vérifié les divers éléments composant l'actif et le passif ainsi que les méthodes suivies pour leur évaluation et pour la discrimination des charges et produits.

Notre examen a été effectué conformément aux normes de révision comptable généralement admises, qui prévoient que nos travaux soient planifiés et réalisés de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne sont pas entachés d'irrégularités significatives.

Une révision comptable comprend l'examen, par sondages, de la justification des montants, des principales estimations retenues par la direction de la société, des informations contenues dans les états financiers, de l'appréciation des principes comptables utilisés ainsi que la vérification de la présentation d'ensemble de ces éléments.

Nous avons aussi vérifié les informations financières contenues dans le rapport de votre Conseil d'Administration, la proposition d'affectation des résultats et le respect des dispositions légales et statutaires régissant le fonctionnement de votre société. A notre avis, les états financiers au 31 décembre 2018, soumis à votre approbation, reflètent d'une manière sincère, en conformité avec les prescriptions légales et les usages professionnels, la situation active et passive de votre société au 31 décembre 2018 et le résultat de l'exercice de douze mois clos à cette date.

Monaco, le 30 avril 2019

Didier Mekies

Commissaire aux Comptes

Sandrine Arcin

Commissaire aux Comptes

Rapport special des commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2018

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi n° 408 du 20 janvier 1945, nous vous présentons un rapport sur les opérations visées à l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 mars 1895, accomplies pendant l'exercice 2018 et sur les assemblées tenues pendant le même exercice.

I. Opérations visées à l'article 23 de l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895

Nous vous rappelons qu'il s'agit de toute entreprise ou marché comportant une série de prestations successives de même nature ou de nature analogue, fait avec la société ou pour son compte et dans lequel un administrateur de votre société a un intérêt direct ou indirect.

L'exécution de ces opérations pendant l'exercice 2018 vous est décrite dans le rapport établi par le Conseil d'Administration de votre Société. Nous n'avons pas d'observation à formuler à ce sujet.

II. Assemblée tenue pendant l'exercice 2018

Pendant l'exercice sous revue, vous avez été réunis en

- **Assemblée Générale Ordinaire le 17 mai 2018** à l'effet :
- d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;

Pour cette assemblée, nous avons vérifié :

- le respect des prescriptions légales et statutaires relatives à leurs tenues,
- l'exécution des résolutions approuvées.

Nous n'avons constaté aucune irrégularité.

Monaco, le 30 avril 2019

Didier Mekies

Commissaire aux Comptes

Sandrine Arcin

Commissaire aux Comptes



Comptes consolidés IFRS 2018
avec états financiers et les annexes

Sommaire

Comptes consolidés IFRS 2018 avec états financiers et les annexes

États financiers consolidés	42
Compte de résultat consolidé	42
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	43
Bilan actif	44
Bilan passif	45
Tableau de variation des capitaux propres	46
Tableau des flux de trésorerie	49
Notes annexes sur les effets de l'application de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018	
Transition du bilan au 31 décembre 2017 au 1 ^{er} janvier 2018	50
Transition entre les dépréciations ou provisions constituées selon IAS 39 et les corrections de valeur pour pertes constituées selon IFRS 9	54
Notes annexes aux comptes consolidés	60
Note 1 : Principes et méthodes applicables dans le groupe, jugements et estimations utilisés	60
1.1 Normes applicables et comparabilité	60
1.2 Principes et méthodes comptables	61
1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)	72
1.4 Périmètre de consolidation	73
Note 2 : événements significatifs de la période	73
Note 3 : gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture	73
3.1 Risque de crédit	73
3.2 Risque de marché	93
3.3 Risque de liquidité et de financement	96
3.4 Couverture des risques de flux de trésorerie et de juste valeur sur taux d'intérêts et de change	98
3.5 Risques opérationnels	102
3.6 Gestion du capital et ratios réglementaires	102

Note 4: notes relatives au compte de résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	103
4.1 Produits et charges d'intérêts	103
4.2 Commissions nettes	104
4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	104
4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	106
4.5 Produits et charges nets des autres activités	106
4.6 Charges générales d'exploitation	107
4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	107
4.8 Coût du risque	108
4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs	109
4.10 Impôts	109
4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	110
Note 5: informations sectorielles	112
Note 6: note relative au bilan	112
6.1 Caisse, banques centrales	112
6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	112
6.3 Instruments dérivés de couverture	114
6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	114
6.5 Actifs financiers au coût amorti	115
6.6 Exposition au risque souverain	117
6.7 Passifs financiers au coût amorti	118
6.8 Actifs et passifs d'impôts courants et différés	119
6.9 Comptes de régularisation actifs, passifs et divers	119
6.10 Immeubles de placement	120
6.11 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)	120
6.12 Provisions	121
6.13 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle	121
Note 7: avantages au personnel et autres rémunérations	122
7.1 Détail des charges de personnel	122
7.2 Effectif moyen et fin de période	122
7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies	123
7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies	123
7.5 Autres avantages sociaux	123
Note 8: engagements de financement et de garantie et autres garanties	124
Note 9: juste valeur des instruments financiers	125
9.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti	126
9.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur	127
Note 10: événements postérieurs au 31 décembre 2018	131

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	NOTES	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	4.1	61 104	54 844
Intérêts et charges assimilées	4.1	-18 843	-12 506
Commissions (produits)	4.2	71 149	69 319
Commissions (charges)	4.2	-10 015	-9 003
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	16 499	15 028
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		3 775	
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		12 724	
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres		-213	
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		-214	
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		1	
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4.4		7 614
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		0	
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		0	
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		0	
Produits des autres activités	4.5	2 194	1 964
Charges des autres activités	4.5	-1 630	-830
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition		0	
Produit net bancaire		120 245	126 430
Charges générales d'exploitation	4.6	-89 768	-91 468
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.7	-2 187	-2 835
Résultat brut d'exploitation		28 290	32 126
Coût du risque	4.8	-1 258	-5 465
Résultat d'exploitation		27 032	26 661
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		0	0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	-16	2 587
Variations de valeur des écarts d'acquisition		0	0
Résultat avant impôt		27 016	29 248
Impôts sur les bénéfices	4.10	-4 033	-175
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		0	0
Résultat net		22 983	29 074
Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
RÉSULTAT NET		22 983	29 074

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (en milliers d'€)

(en milliers d'euros)	NOTES	31/12/2018	31/12/2017
RÉSULTAT NET		22 983	29 074
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.11	227	-416
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre			
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables		23	
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	250	-416
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		250	-416
Gains et pertes sur écarts de conversion			
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	4.11		-8 231
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		553	
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.11	-1 403	-10 373
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence		-850	-18 604
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.11	-850	-18 604
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres		-600	-19 020
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		22 383	10 054
Dont participations ne donnant pas le contrôle		0	0

Bilan actif

(en milliers d'euros)	NOTES	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales	6.1	305 688	62 556	62 570
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	5 625	3 026	1 191
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		3 968	1 191	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		1 657	1 835	
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	28 531	40 920	40 920
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		214 958	1 219 112	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		214 655	1 219 018	
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		303	94	
Actifs financiers disponibles à la vente	6.4			1 221 462
Actifs financiers au coût amorti		5 245 321	4 196 744	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.1-3.3-6.5	1 802 331	1 050 899	1 050 908
Prêts et créances sur la clientèle	3.1-3.3-6.5	3 277 040	3 145 331	3 146 373
Titres de dettes		165 950	514	
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		2 345	2 499	2 499
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance				0
Actifs d'impôts courants et différés	6.8	4 798	723	0
Comptes de régularisation et actifs divers	6.9	64 151	41 496	41 496
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		0	0	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence		0	0	0
Immeubles de placement	6.10	1 270	1 270	1 270
Immobilisations corporelles	6.11	9 913	10 975	10 975
Immobilisations incorporelles	6.11	40 638	39 803	39 803
Écarts d'acquisition		0	0	0
TOTAL DE L'ACTIF		5 923 238	5 619 124	5 619 467

Bilan passif

(en milliers d'euros)	NOTES	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017
Banques centrales		0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	3 476	243	243
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		3 476	243	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		0	0	
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	10 053	19 092	19 092
Passifs financiers au coût amorti		5 475 570	5 173 066	
Dettes envers les établissements de crédit	3.3-6.7	313 797	77 166	77 166
Dettes envers la clientèle	3.1-3.3-6.7	5 161 773	5 095 900	5 095 900
Dettes représentées par un titre		0	0	0
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		13 126	15 130	15 130
Passifs d'impôts courants et différés	6.8	4 363	0	0
Comptes de régularisation et passifs divers	6.9	71 452	63 350	63 350
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		0	0	0
Provisions techniques des contrats d'assurance		0	0	0
Provisions	6.12	10 063	10 027	9 255
Dettes subordonnées		0	0	0
Total dettes		5 588 103	5 280 908	5 280 136
Capitaux propres		335 135	338 216	339 331
Capital et réserves liées		301 577	298 486	298 484
Réserves consolidées		1 425	29 980	1 434
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		9 150	9 750	10 339
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées		0	0	0
Résultat de l'exercice		22 983		29 074
Participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0
TOTAL DU PASSIF		5 923 238	5 619 124	5 619 467

Tableau de variation des capitaux propres

Capital et réserves liées					
(en milliers d'euros)	Capital	Prime et Réserves consolidées liées au capital	Elimination des titres auto-détenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2017	34 953	296 480			331 433
Augmentation de capital					0
Variation des titres auto-détenus					0
Emissions d'instruments de capitaux propres					0
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres en 2017					0
Dividendes versés en 2017		-31 515			-31 515
Dividendes reçus des filiales					0
Effet des acquisitions/cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle					0
Mouvements liés aux paiements en actions					0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	0	-31 515	0	0	-31 515
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					0
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence					0
Résultat 2017					0
Autres variations					0
Capitaux propres au 31 décembre 2017	34 953	264 965	0	0	299 918
Affectation du résultat 2017		29 074			29 074
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2018	34 953	294 039	0	0	328 992
Effets de l'application de la norme IFRS 9 (1)		-527			-527
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2018 Retraité	34 953	293 512	0	0	328 465
Augmentation de capital					0
Variation des titres auto-détenus					0
Émissions d'instruments de capitaux propres					0
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres en 2018					0
Dividendes versés en 2018		-25 464			-25 464
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales					0
Effet des acquisitions/cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle					0
Mouvements liés aux paiements en actions					0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires					0
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					0
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves					0
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves					0
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence					0
Résultat 2018					0
Autres variations					0
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2018	34 953	268 048	0	0	303 001

1: Impact sur les capitaux propres de l'application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net	Capitaux propres Part du Groupe	Capitaux propres Part des Minoritaires	Capitaux propres consolidés
26 566	2 793	29 359		360 792	0	360 792
		0		0	0	0
		0		0	0	0
		0		0	0	0
		0		-31 515	0	-31 515
		0		0	0	0
		0		0	0	0
		0		0	0	0
0	0	0	0	-31 515	0	-31 515
-18 604	-416	-19 020		-19 020	0	-19 020
		0		0	0	0
		0	29 074	29 074	0	29 074
		0		0	0	0
7 962	2 377	10 339	29 074	339 331	0	339 331
		0	-29 074	0	0	0
7 962	2 377	10 339	0	339 331	0	339 331
-1 797	1 209	-588		-1 115	0	-1 115
6 165	3 586	9 751	0	338 216	0	338 216
		0		0	0	0
		0		0	0	0
		0		0	0	0
		0		0	0	0
		0		-25 464	0	-25 464
		0		0	0	0
		0		0	0	0
		0		0	0	0
		0		0	0	0
-850	250	-600		-600	0	-600
		0		0	0	0
		0		0	0	0
		0		0	0	0
		0	22 983	22 983	0	22 983
		0		0	0	0
5 315	3 836	9 151	22 983	335 135	0	335 135

Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe CFM Indosuez Wealth.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

Les flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement des activités abandonnées sont présentés dans des rubriques distinctes dans le tableau de flux de trésorerie.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des Banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

Tableau des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Résultat avant impôt	27 016	29 074
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	2 187	2 835
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	0
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	1 145	5 344
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0
Résultat net des activités d'investissement	16	0
Résultat net des activités de financement	0	0
Autres mouvements	-686	715
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	2 662	8 894
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-455 040	-281 388
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-66 623	464 386
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	839 485	133 291
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-13 928	32 900
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	0	0
Impôts versés	-3 579	0
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	300 315	349 189
Flux provenant des activités abandonnées	0	0
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	329 993	387 157
Flux liés aux participations		0
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-1 966	-22 237
Flux provenant des activités abandonnées		0
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	-1 966	-22 237
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires 1	-25 464	-31 515
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	0	0
Flux provenant des activités abandonnées	0	0
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-25 464	-31 515
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	165	
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	302 728	333 405
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	269 279	-64 125
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	62 570	45 404
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	206 709	-109 529
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	572 007	269 279
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	305 414	62 570
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	266 593	206 709
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	302 728	333 405

* Composé du solde net du poste "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

** Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" (hors intérêts courus)

Notes annexes sur les effets de l'application de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018

Transition du bilan au 31 décembre 2017 au 1^{er} janvier 2018

Actifs financiers

		Reclassements au titre d'IFRS 9 au 01/01/2018					
		Actifs financiers à la juste valeur par résultat					
		Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
(en milliers d'euros)	Valeur au bilan selon IAS 39 au 31/12/2017	Banques centrales	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Instruments de capitaux propres	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option
Banques Centrales	57 273	57 273					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 191		1 191	0	0	0	0
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 191		1 191	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0		0		0		0
Instruments dérivés de couverture	40 920		0				
Actifs financiers disponibles à la vente	1 221 462		1 835	0	0		0
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 050 907		0		0		0
Prêts et créances sur la clientèle	3 146 373		0		0		0
Titres détenus jusqu'à l'échéance	0		0		0		0
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	0				0		0
Participation dans les entreprises mises en équivalence	0				0		0
Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IAS 39	5 518 127						
Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9		-14					
Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9		57 259	3 026	0	0	0	0

		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			Actifs financiers au coût amorti			
Instruments dérivés de couverture	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Prêts et créances sur les établissements de crédit	Prêts et créances sur la clientèle	Titres de dettes	Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	Participation dans les entreprises mises en équivalence	
0	0	0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0	0	0	
0	0		0	0				
40 920								
	1 219 019	94	0	0	514			
	0		1 050 907		0			
	0			3 146 374	0			
	0			0	0			
	0			0	0	0		
	0			0	0		0	
	0		-9	-1 043				
40 920	1 219 019	94	1 050 898	3 145 331	514	0	0	

Passifs financiers

		Passifs financiers à la juste valeur par résultat au 01/01/2018		
(en milliers d'euros)		Valeur au bilan selon IAS 39 au 31/12/2017	Passifs financiers détenus à des fins de transaction	Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option
	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	243	243	0
	Passifs financiers détenus à des fins de transaction	243	243	
	Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0		0
	Instruments dérivés de couverture	19 092	0	
IAS 39	Dettes envers les établissements de crédit	77 166		0
	Dettes envers la clientèle	5 095 900		0
	Dettes représentées par un titre	0		0
	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	0		
	Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IAS 39	5 192 402		
	Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9			
	Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9		243	0

Passifs financiers au coût amorti				Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	
Instruments dérivés de couverture	Prêts et créances sur les établissements de crédit	Prêts et créances sur la clientèle	Titres de dettes	Prêts et créances sur les établissements de crédit	
0	0	0	0	0	
	0	0	0		
19 092					
	77 166				
		5 095 900			
			0		
				0	
19 092	77 166	5 095 900	0	0	

Transition entre les dépréciations ou provisions constituées selon IAS 39 et les corrections de valeur pour pertes constituées selon IFRS 9

Au titre de l'application d'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018, les modalités de provisionnement évoluent de manière significative. Le tableau suivant présente l'évolution des dépréciations ou provisions passives comptabilisées au 31 décembre 2017 (selon les dispositions d'IAS 39) vers le montant de correction de valeur pour pertes comptabilisé au 1^{er} janvier 2018 (selon les dispositions d'IFRS 9) :

		Reclassements au titre d'IFRS 9 au 31/12/2018					
		Actifs financiers à la juste valeur par résultat					
		Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
(en milliers d'euros)	IAS 39 - Montant de la dépréciation 31/12/2017	Banques centrales	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Instruments de capitaux propres	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option
Dépréciations selon IAS 39	Banques Centrales	0					
	Actifs disponibles à la vente	0					
	Prêts et créances sur les établissements de crédit	0					
	Prêts et créances sur la clientèle	-9 239					
	Titre détenus jusqu'à l'échéance	0					
	Soldes comptables des dépréciations selon les dispositions d'IAS 39	-9 239					
	Retraitement des dépréciations selon IFRS 9		-14				
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie juste valeur par résultat sous IAS 39						
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie actifs disponibles à la vente sous IAS 39						
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie prêts et créances sous IAS 39						
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie titres détenus jusqu'à l'échéance sous IAS 39						
1/01/2018	Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9		-14	0	0	0	0

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		Actifs financiers au coût amorti		
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Prêts et créances sur les établissements de crédit	Prêts et créances sur la clientèle	Titres de dettes
			-9 239	
			-9 239	
-330		-9	-1 043	
-330				
		-9	-1 043	
-330	0	-9	-10 282	0

Provisions sur engagements de hors bilan

(en milliers d'euros)	31/12/2017		01/01/2018
	IAS 39 - Montant de provisions	Retraitements des provisions selon IFRS 9	IFRS 9 - Montant de provisions
Engagements de financement	0	-179	-179
Engagements de garantie	0	-593	-593
Soldes comptables de provisions	0	-772	-772

La répartition entre dépréciations collectives et dépréciations individuelles sous IAS 39 au 31 décembre 2017 est la suivante :

Ventilation des dépréciations des actifs financiers sous IAS 39

(en milliers d'euros)	31/12/2017	
	Dépréciations collectives	Dépréciations individuelles
Soldes comptables de dépréciations selon les dispositions d'IAS 39 Engagements de financement	0	-9 239

La répartition des dépréciations par étapes de dépréciations (ou buckets) sous IFRS 9 au 1er janvier 2018 est la suivante :

Actifs financiers

01/01/2018			
(en milliers d'euros)	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-330	0	0
Prêts et créances sur les établissements de crédit			
Prêts et créances sur la clientèle			
Titres de dettes	-330		
Actifs financiers au coût amorti	-832	-220	-9 239
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-9		
Prêts et créances sur la clientèle	-823	-220	-9 239
Titres de dettes			
Total	-1 162	-220	-9 239

Engagements hors bilan

01/01/2018			
(en milliers d'euros)	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Engagements de financement	-167	-12	
Engagements de garantie	-313	-280	
Total	-480	-292	0

Impact sur les capitaux propres de l'application de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018

(en milliers d'euros)

Capitaux propres au 31/12/2017 - Norme IAS 39

Incidence sur les réserves

Réévaluation liée au risque de crédit propre sur passifs à la juste valeur par résultat sur option

Reclassement depuis actifs disponibles à la vente vers juste valeur par résultat (y compris annulation de la provision le cas échéant ; en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)

Reclassement depuis actifs disponibles à la vente vers juste valeur par capitaux propres non recyclables : impact de l'annulation de la dépréciation durable (le cas échéant)

Reclassement depuis actifs disponibles à la vente vers juste valeur par capitaux propres non recyclables : reclassement de la portion couverte en juste valeur (le cas échéant)

Reclassement depuis coût amorti vers juste valeur par résultat (y compris frais d'acquisition restant à étaler, en cas de couverture de juste valeur reclassement uniquement de la portion non couverte)

Actifs (vers juste valeur par résultat)

Passifs (vers juste valeur par résultat)

Reclassement depuis juste valeur par résultat vers juste valeur par capitaux propres recyclables

Reclassement depuis juste valeur par résultat vers coût amorti (y compris commissions restant à étaler)

Actifs (depuis juste valeur par résultat par nature et sur option)

Passifs (depuis juste valeur par résultat sur option)

Impact des arrêts de couverture hors couverture de juste valeur

Comptabilisation des pertes de crédit attendues (sur actifs financiers, actifs entrant dans le champs d'IAS 17 et IFRS 15, engagements hors bilan)

Reclassement des instruments de capitaux propres juste valeur par résultat sur option vers juste valeur par capitaux propres non recyclables

Impact des modifications sur actifs/passifs financiers évalués au coût amorti

Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'application de l'approche par superposition

Réserves - hors entreprises mises en équivalence

Réserves - entreprises mises en équivalence

Réserves - activités abandonnées

Incidence sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables

Reclassement depuis actifs disponibles à la vente vers juste valeur par résultat (en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)

Reclassement depuis actifs disponibles à la vente vers coût amorti (en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)

Reclassement depuis coût amorti vers juste valeur par capitaux propres recyclables (en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)

Reclassement des instruments de capitaux propres depuis actifs disponibles à la vente vers juste valeur par capitaux propres non recyclables

Reclassement depuis juste valeur par résultat vers juste valeur par capitaux propres recyclables

Impact des arrêts de couverture hors couverture de juste valeur

Comptabilisation des pertes de crédit attendues sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'application de l'approche par superposition

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (net d'impôt) - hors entreprises mises en équivalence

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (net d'impôt) - entreprises mises en équivalence

Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées

Incidence sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

Réévaluation liée au risque de crédit propre sur passifs à la juste valeur par résultat sur option

Reclassement des instruments de capitaux propres depuis actifs disponibles à la vente vers juste valeur par capitaux propres non recyclables

Reclassement des instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat sur option vers juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (net d'impôts) - hors entreprises mises en équivalence

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (net d'impôts) - entreprises mises en équivalence

Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées

Total - Impact sur les capitaux propres lié à la mise en application d'IFRS 9

Capitaux propres au 01/01/2018 - Norme IFRS 9

1 : Les montants présentés sont nets d'impôts.

	Capitaux propres consolidés	Capitaux propres consolidés	Capitaux propres Participations ne donnant pas le contrôle
	339 331	339 331	
	-527	-527	0
	917	917	
	-1 444	-1 444	
	-527	-527	0
	-1 797	-1 797	0
	-1 209	-1 209	
	-588	-588	
	-1 797	-1 797	0
	1 209	1 209	0
	1 209	1 209	
	1 209	1 209	0
	-1 115	-1 115	0
	338 216	338 216	0

Notes annexes aux comptes consolidés

Note 1 :

Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés

1.1 Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2017 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite carve-out), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2018 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2018. Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1 ^{ère} application: exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
IFRS 9 Instruments financiers Remplacement d'IAS 39 - Instruments financiers : classification et évaluation, dépréciation, couverture Comptes et prêts	22 novembre 2016 (UE 2016/2067)	1 ^{er} janvier 2018	Oui
IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients Remplacement d'IAS 11 sur la reconnaissance des contrats de construction et d'IAS 18 sur la reconnaissance des produits ordinaires	22 septembre 2016 (UE 2016/1905)	1 ^{er} janvier 2018	Non
Amendement à IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients Clarifications à IFRS 15	31 octobre 2017 (UE 2017/1987)	1 ^{er} janvier 2018	Non

Ainsi, le groupe CFM Indosuez Wealth publie pour la première fois à compter du 1^{er} janvier 2018 ses états financiers IFRS en application de la norme IFRS 9 «Instruments financiers» et de la norme IFRS 15 «Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients».

La norme IFRS 9 «Instruments Financiers» remplace la norme IAS 39 «Instruments financiers : comptabilisation et évaluation». Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

La norme IFRS 9 est d'application rétrospective et obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans l'obligation de retraiter les états financiers de la période comparative 2017. En conséquence, les actifs et passifs relatifs aux instruments financiers 2017 sont comptabilisés et évalués selon l'application de la norme IAS 39.

Le groupe CFM Indosuez Wealth a choisi d'appliquer la norme IFRS 15 à compter du 1^{er} janvier 2019. Aucun impact significatif sur le résultat ou les capitaux propres n'a été identifié par la mise en application de cette nouvelle norme.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1 ^{ère} application: exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendement à IFRS 9 Instruments financiers Options de remboursement anticipé avec pénalité négative	22 mars 2018 (UE 2018/498)	1 ^{er} janvier 2019 ⁽¹⁾	Oui
IFRS 16 Contrats de location Remplacement d'IAS 17 sur la comptabilisation des contrats de location	31 octobre 2017 (UE 2017/1986)	1 ^{er} janvier 2019	Oui

¹ Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9 à compter du 1^{er} janvier 2018.

Norme IFRS 16 contrats de location

La norme IFRS 16 «Contrats de location» remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4 «Déterminer si un accord contient un contrat de location», SIC 15 «Avantages dans les contrats de location» et SIC 27 «Évaluation de la substance des transactions» impliquant la forme juridique d'un contrat de location). Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 imposera pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Le groupe CFM Indosuez Wealth s'est organisé pour mettre en œuvre la norme IFRS 16 dans les délais requis, en y intégrant les fonctions comptables, finances, risques et achats. Le groupe n'anticipe pas d'impact significatif lié à cette nouvelle norme.

1.2 Principes et méthodes comptables

Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation. Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les actifs d'impôts différés.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

Instrument financiers (IFRS 9, IAS 39 et IAS 32)

Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent, qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que le groupe CFM Indosuez Wealth utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers :

Évaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Évaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Pour les instruments dérivés, ils sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale. La règle consistant à intégrer les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) (non applicable chez CFM Indosuez) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance, n'est pas appliquée car non matérielle (étude de matérialité menée trimestriellement). Dans le cas d'un actif financier, le montant est ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur.

Actifs financiers

Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur. Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié : d'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixes ou déterminables) ; ou d'instruments de capitaux propres (i.e. actions).

Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépend de deux critères réunis : le modèle de gestion et l'analyse des caractéristiques contractuelles sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management du groupe CFM Indosuez Wealth pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le modèle de pure collecte dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le modèle mixte dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle de pure cession dont l'objectif principal est de céder les actifs. Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Les caractéristiques contractuelles (test «Solely Payments of Principal & Interests» ou test "SPPI") :

Le test «SPPI» regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test «SPPI» peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

Instruments de dette		Modèles de gestion		
		Pure collecte	Mixte	Pure cession
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat
	Non Satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat

Instruments de dette au coût amorti

Les instruments de dette sont évalués au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle collecte et s'ils respectent le test «SPPI».

Ils sont enregistrés à la date de règlement- livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

Cette catégorie d'actifs financiers fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique «Provisionnement pour risque de crédit».

Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle mixte et s'ils respectent le test «SPPI».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique «Provisionnement pour risque de crédit» (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel le groupe CFM Indosuez Wealth détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test «SPPI». C'est notamment le cas des OPCVM ;

- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels le groupe CFM Indosuez Wealth choisit pour la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il

s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit net bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation. Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Ils sont enregistrés à la date de règlement - livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit net bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique dès la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

Reclassement d'actifs financiers

En cas de changement important de modèle économique dans la gestion des actifs financiers (nouvelle activité, acquisition d'entités, cession ou abandon d'une activité significative), un reclassement de ces actifs financiers est nécessaire. Le reclassement s'applique à la totalité des actifs financiers du portefeuille à partir de la date de reclassement.

Dans les autres cas, le modèle de gestion reste inchangé pour les actifs financiers existants. Si un nouveau modèle de gestion est identifié, il s'applique de manière prospective, aux nouveaux actifs financiers, regroupés dans un nouveau portefeuille de gestion.

Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs. Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à cette date à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test "SPPI".

Passifs financiers

Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes : passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ; passifs financiers au coût amorti.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivé) sont évalués au coût amorti.

Ce portefeuille est enregistré en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis est comptabilisé ultérieurement au coût amorti.

Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle ».

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé. Seuls des cas de requalification (instrument de dette versus capitaux propres) peuvent intervenir.

Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial

et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Provisionnement pour risque de crédit

Champ d'application

Conformément à IFRS 9, le groupe CFM Indosuez Wealth comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues («Expected Credit Losses» ou "ECL") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Risque de crédit et étapes de provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (Buckets) :

- 1^{ère} étape (Bucket 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2^{ème} étape (Bucket 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- 3^{ème} étape (Bucket 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en bucket 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en bucket 2, puis en bucket 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

La définition de "défaut" est appliquée uniformément à tous les instruments financiers, à moins que des informations qui deviennent disponibles indiquent qu'une autre définition de "défaut" convient

d'avantage à un instrument financier particulier.

Un encours en défaut (Bucket 3) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après régularisation complète du retard constaté et des autres éléments déclencheurs du défaut (levée du défaut pour la société mère, levée d'une alerte ayant entraîné le défaut, etc.).

La notion de perte de crédit attendue "ECL"

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Balois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Balois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté (Point in Time) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (Forward Looking), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (Through The Cycle) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (Downturn) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains

paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance.

Les paramètres IFRS 9 sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le Groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe CFM Indosuez Wealth doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (Buckets).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe CFM Indosuez Wealth prévoit un processus basé sur 2 niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus qui s'imposent aux entités du Groupe CFM Indosuez Wealth ;
- un deuxième niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du Forward Looking local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Bucket 2 (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de Bucket 1 à Bucket 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne (auprès du groupe Crédit Agricole) et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe CFM

Indosuez Wealth retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en Bucket 2.

Pour les encours (à l'exception des titres) pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits (en particulier les expositions suivies en méthodes autorisées), le groupe CFM Indosuez Wealth considère que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Bucket 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, le groupe CFM Indosuez Wealth utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en Bucket 1 et provisionnées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêt, seront classés en Bucket 1 et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêt, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en Bucket 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (Bucket 3).

Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels le Groupe CFM Indosuez Wealth a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement du titre en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Les restructurations de créances correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance ;
- Un client en situation financière difficile.

Par "modification de contrat", sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- Il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- Les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par "refinancement", sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (Bucket 3). La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de "créance restructurée" est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements, prévus par les normes du Groupe (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Le calcul de la décote de restructuration est égal à la différence entre :

- La valeur comptable de la créance ;
- Et la somme des flux futurs "restructurés" ;

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer flat en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en PNB (produit net bancaire).

Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, un provisionnement en Bucket 3 aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en PNB pour les intérêts.

Instruments financiers dérivés

Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation. Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- En résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- En capitaux propres s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

La comptabilité de couverture

Cadre général

Conformément à la décision de sa maison mère, le groupe CFM Indosuez Wealth n'applique pas le volet "Comptabilité de couverture" d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro couverture de juste valeur lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- La couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou

d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable).

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- Éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- Documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- Démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe CFM Indosuez Wealth privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite carve out). Notamment :

- Le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Évaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulé en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement :

- couverture de juste valeur : seul l'instrument de couverture continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à sa classification. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que l'élément couvert affecte le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à

mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est donc amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation. La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

Le Groupe considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Le Groupe intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du groupe, le DVA les pertes attendues sur le groupe du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciaires en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- **Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs**

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le London Stock Exchange, le New York Stock Exchange...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, le groupe retient des cours mid-price comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- **Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1**

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marchés observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- **Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité**

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument.

Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent "observables", la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

Compensation des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, le groupe CFM Indosuez Wealth compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- Les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- Les résultats de cession ou de rupture des instruments de

couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

Engagements de financement et garanties financières donnés

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients".

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent. Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument.

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- le résultat d'une transaction associé à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique "Commissions", lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel) ;
- Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue ;
- Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

Provisions (IAS 37 et 19)

Le groupe CFM Indosuez Wealth identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas

échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, le groupe CFM Indosuez Wealth a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.12 "Provisions".

Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;
- les avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies.

Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

Avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à prestations définies

Le groupe CFM Indosuez Wealth détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières

et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs (cf. note 7.4 "Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies").

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19 révisée, le groupe CFM Indosuez Wealth impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements.

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique Provisions. Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels du groupe Crédit Agricole, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe CFM Indosuez Wealth.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique Provisions. Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départs anticipés signés par les entités du groupe CFM Indosuez Wealth qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, le groupe CFM Indosuez Wealth n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Impôts courants et différés

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés. Celle-ci définit l'impôt exigible comme "le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice". Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par

l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par l'entité peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose notamment la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible ;
- un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par l'entité au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction de ceux-ci.

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ;
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :
 - a) soit sur la même entité imposable,

b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe CFM Indosuez Wealth applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe CFM Indosuez Wealth suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Constructions	50 ans
Aménagements	6 à 10 ans
Mobilier et matériel	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	1 à 3 ans

Les éléments dont dispose le groupe CFM Indosuez Wealth sur la valeur de ses immobilisations amortissables lui permettent de conclure que les tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification des valeurs inscrites au bilan.

Opérations en devises (IAS 21)

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires et non monétaires.

À la date d'arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du groupe CFM Indosuez Wealth. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat.

Cette règle comporte trois exceptions :

- sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- les écarts de change sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en capitaux propres recyclables ;
- sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre enregistrées en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon la nature de ces éléments :

- les éléments au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction ;
- les éléments à la juste valeur sont mesurés au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

Contrats de location (IAS 17)

Conformément à la norme IAS 17, les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location simple, soit en opérations de location financière.

Le groupe CFM Indosuez Wealth n'a identifié que des opérations de location simple, et comptabilise donc les charges de paiement en résultat.

1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et IAS 28 révisée. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par CFM Indosuez Wealth sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de CFM Indosuez Wealth ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et sous contrôle conjoint.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Les 2 filiales consolidées ayant été créées par le CFM Indosuez Wealth, aucun Ecart d'acquisition n'a été comptabilisé.

Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués. L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement. Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

1.4 Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés du groupe CFM Indosuez Wealth incluent :

Sociétés	implantation	Siège social	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017
CFM Indosuez Wealth SAM	Monaco	11, bld Albert 1 ^{er} - Monaco	tête de groupe		tête de groupe	
CFM Indosuez Conseil en Investissement SASU	France	1, Place de la liberté - 06320 CAP D'AIL	100%	100%	100%	100%
CFM Indosuez Gestion SAM	Monaco	11, bld Albert 1 ^{er} - Monaco	100%	100%	100%	100%

Conformément aux normes comptables internationales, toutes les entités listées ci-dessus sont sous contrôle exclusif du CFM Indosuez Wealth et sont donc consolidées par intégration globale (IG).

Toutes les sociétés consolidées ont leur comptabilité tenue en EUR, à l'exception de la succursale basée en Nouvelle Calédonie, dont les comptes sont tenus en XPF, convertis en EUR à la clôture.

Note 2 :

Événements significatifs de la période

Une opération de réorganisation des activités entre les deux sociétés monégasques, l'établissement de crédit CFM Indosuez Wealth Management et la société de gestion, CFM Indosuez Gestion, dans un contexte de modification du fonds de commerce avec les projets CMB et HSBC, a eu pour conséquence un assujettissement à l'ISB de l'établissement de crédit au 1er Janvier 2018.

Note 3 :

Gestion Financière, exposition aux risques et politique de couverture

La fonction Direction financière de CFM Indosuez Wealth a la responsabilité de l'organisation des flux financiers au sein du groupe CFM Indosuez Wealth, de la définition et de la mise en œuvre des règles de refinancement, de la gestion actif-passif et du pilotage des ratios prudentiels. Elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe est assuré par la Direction des risques et contrôles permanents (DRC) et par la Direction financière (DF). Ces Directions sont rattachées à la Direction Générale de CFM Indosuez Wealth et ont respectivement pour mission, d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit et opérationnels (DRC) et la maîtrise et le contrôle permanent des risques financiers et de liquidité (DF).

3.1 Risque de crédit

La surveillance des risques de crédit et de contrepartie chez CFM Indosuez Wealth Management est réalisée par la Direction des Risques et du Contrôle Permanent.

Le risque de contrepartie est concentré sur l'activité de crédit à la clientèle et s'inscrit dans le cadre de la stratégie Risques du Métier Gestion de fortune validée par les instances décisionnelles de CA CIB et de CA SA.

CFM Indosuez Wealth Management est exposé à des risques de contrepartie personnes physiques, morales, structures patrimoniales dont les bénéficiaires économiques sont des personnes physiques ou des sociétés commerciales liées à un client entrepreneur, dont l'activité ou le centre décisionnel est basé à Monaco. Toute exception à ce périmètre de contreparties relève d'une validation préalable de la Direction Générale du groupe Indosuez et de son département des Risques.

Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les différentes étapes de dépréciations («Actifs sains» - Bucket 1 et Bucket 2 et «Actifs dépréciés» - Bucket 3) sont explicitées dans la note 1.2 «Principes et méthodes comptables», chapitre «Instruments financiers – Provisionnement pour risque de crédit».

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

(en milliers d'euros)	Actifs sains								
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 1^{er} janvier 2018	514	0					514	0	514
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre									
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)									
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)									
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)									
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)									
Total après transferts	514	0	0	0	0	0	514	0	514
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes									
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	165 524	-88					165 524	-88	165 436
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...									
Passage à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres									
Total	166 038	-88	0	0	0	0	166 038	-88	165 950
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)									
Au 31 décembre 2018	166 038	-88	0	0	0	0	166 038	-88	165 950
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	Actifs sains								
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 1^{er} janvier 2018	1 050 907	-9					1 050 907	-9	1 050 898
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre									
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)									
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)									
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)									
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)									
Total après transferts	1 050 907	-9	0	0	0	0	1 050 907	-9	1 050 898
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes									
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	1 749 091	-98					1 749 091	-98	1 748 993
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-997 701	5					-997 701	5	-997 696
Passage à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres	165	-29					165	-29	136
Total	1 802 462	-131	0	0	0	0	1 802 462	-131	1 802 331
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)									
Au 31 décembre 2018	1 802 462	-131	0	0	0	0	1 802 462	-131	1 802 331
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	Actifs sains						Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Actifs dépréciés (Bucket 3)		Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes			
Au 1^{er} janvier 2018	3 124 277	-823	15 773	-220	15 563	-9 239	3 155 613	-10 282	3 145 331
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre									
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	-930		930						
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	3 603		-3 603						
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	-24 575		-3 005		27 580	-473	0	-473	-473
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)									
Total après transferts	3 102 375	-823	10 095	-220	43 143	-9 712	3 155 613	-10 755	3 144 858
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes									
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	1 150 863	-353	3 911	-112			1 154 774	-465	1 154 309
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-1 013 490	410	-7 296	234	-1 674	810	-1 022 460	1 454	-1 021 006
Passage à perte						83		83	83
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période						-1 516	0	-1 516	-1 516
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre							0	0	0
Autres	165	28	2	4	14	-16	181	16	197
Total	3 239 913	-738	6 712	-94	41 483	-10 351	3 288 108	-11 183	3 276 925
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)	14				101		115	0	115
Au 31 décembre 2018	3 239 927	-738	6 712	-94	41 584	-10 351	3 288 223	-11 183	3 277 040
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

Engagements de financement

(en milliers d'euros)	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes					
Au 1er janvier 2018	685 670	-167		-12			685 670	-179	685 491
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre									
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)		66		-2 439				-2 373	-2 373
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)									
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)									
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)									
Total après transferts	685 670	-101	0	-2 451	0	0	685 670	-2 552	683 118
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes									
Nouveaux engagements donnés	475 954	-114		-20			475 954	-134	475 820
Extinction des engagements	-293 257			4			-293 257	4	-293 253
Passage à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres	400	-2		2 439			400	2 437	2 837
Au 31 décembre 2018	868 767	-217	0	-28	0	0	868 767	-245	868 522

Engagements de garantie

(en milliers d'euros)	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes					
Au 1er janvier 2018	221 658	-313		-280	135		221 793	-593	221 200
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre									
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)									
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)									
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)									
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)									
Total après transferts	221 658	-313	0	-280	135	0	221 793	-593	221 200
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes									
Nouveaux engagements donnés	23 207	-136		-1 420			23 207	-1 556	21 651
Extinction des engagements	-68 305	2 578		1 194	-135		-68 440	3 772	-64 668
Passage à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres	464	-2 438					464	-2 438	-1 974
Au 31 décembre 2018	177 024	-309	0	-506	0	0	177 024	-815	176 209

Dépréciations des actifs financiers au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	Autres mouvements	31/12/2017
Créances sur les établissements de crédit								0
Créances sur la clientèle	7 517		1 861	-101	-38			9 239
dont dépréciations collectives								0
Opérations de location- financement								0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance								0
Actifs financiers disponibles à la vente								0
Autres actifs financiers								0
Total dépréciations des actifs financiers	7 517	0	1 861	-101	-38	0	0	9 239

Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Bucket 3).

Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat) au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Cautionnements et autres garanties financières
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	5 625					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 968					
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	1 657					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						
Instruments dérivés de couverture	28 531					
Total	34 156					

Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Cautionnements et autres garanties financières
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	214 655					
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Titres de dettes	214 655					
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Actifs financiers au coût amorti	5 245 321					
dont : actifs dépréciés en date de clôture	31 233					
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 802 331					
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle	3 277 040		550 203	2 172 597		
dont : actifs dépréciés en date de clôture	31 233					
Titres de dettes	165 950					
dont : actifs dépréciés en date de clôture	0					
Total	5 459 976					
dont : actifs dépréciés en date de clôture	31 233					

Engagements hors bilan soumis aux exigences de dépréciation au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie	176 209					
dont : engagements dépréciés en date de clôture	0					
Engagements de financement	868 522					
dont : engagements dépréciés en date de clôture	0					
Total	1 044 731					
dont : engagements dépréciés en date de clôture	0					

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 8 «Engagements de financement et de garantie et autres garanties».

Exposition maximale au risque de crédit au 31/12/2017

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur brute comptable, nette de tout montant compensé et de toute perte de valeur comptabilisée.

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unité de compte)	1 191
Instruments dérivés de couverture	40 920
Actifs financiers disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	1 221 462
Prêts, créances et dépôts de garantie sur les établissements de crédits	1 050 908
Prêts, créances de dépôts de garantie sur la clientèle	3 146 373
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)	5 460 854
Engagements de financement donnés	685 670
Engagements de garantie financière donnés	221 793
Provisions - Engagements par signature	0
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	907 463
Exposition maximale au risque de crédit	6 368 317

Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit"). Aucun actif modifié n'a été relevé.

Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions. Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut.

Actifs financiers au coût amorti au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Valeur comptable			Total
		Actifs	sains		
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	Actifs dépréciés (Bucket 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	3 079 426	5 592		3 085 018
	0,5% < PD ≤ 2%				
	2% < PD ≤ 20%				
	20% < PD < 100%				
	PD = 100%			38 373	38 373
Total Clientèle de détail		3 079 426	5 592	38 373	3 123 391
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	2 129 001	1 120		2 130 121
	0,6% < PD < 12%				
	12% ≤ PD < 100%				
	PD = 100%			3 211	3 211
Total Hors clientèle de détail		2 129 001	1 120	3 211	2 133 332
Dépréciations		-957	-94	-10 351	-11 402
Total		5 207 470	6 618	31 233	5 245 321

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Valeur comptable			Total
		Actifs	sains		
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	Actifs dépréciés (Bucket 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%				
	0,5% < PD ≤ 2%				
	2% < PD ≤ 20%				
	20% < PD < 100%				
	PD = 100%				
Total Clientèle de détail					
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	214 655			214 655
	0,6% < PD < 12%				
	12% ≤ PD < 100%				
	PD = 100%				
Total Hors clientèle de détail		214 655			214 655
Total		214 655			214 655

Engagements de financement au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Montant de l'engagement			Total
		Engagements sains			
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	Engagements dépréciés (Bucket 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	834 064			834 064
	0,5% < PD ≤ 2%				
	2% < PD ≤ 20%				
	20% < PD < 100%				
	PD = 100%				
Total Clientèle de détail		834 064			834 064
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	34 703			34 703
	0,6% < PD < 12%				
	12% ≤ PD < 100%				
	PD = 100%				
Total Hors clientèle de détail		34 703			34 703
Provisions		-217	-28		-245
Total		868 550	-28	0	868 522

Engagements de garantie au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Montant de l'engagement			Total
		Engagements sains			
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	Engagements dépréciés (Bucket 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	60 871			60 871
	0,5% < PD ≤ 2%				
	2% < PD ≤ 20%				
	20% < PD < 100%				
	PD = 100%				
Total Clientèle de détail		60 871			60 871
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	116 153			116 153
	0,6% < PD < 12%				
	12% ≤ PD < 100%				
	PD = 100%				
Total Hors clientèle de détail		116 153			116 153
Provisions		-309	-506		-815
Total		176 715	-506	0	176 209

Concentration par agent économique de l'activité de crédit

Actifs financiers au coût amorti par agent économique au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Valeur comptable				Total
	Actifs sains			Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	Actifs dépréciés (Bucket 3)		
Administration générale	65 234			65 234	
Banques centrales	574			574	
Établissements de crédit	1 902 695			1 902 695	
Grandes entreprises	160 498	1 120	3 211	164 829	
Clientèle de détail	3 079 426	5 592	38 373	3 123 391	
Dépréciations	-957	-94	-10 351	-11 402	
Total	5 207 470	6 618	31 233	5 245 321	

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Valeur comptable				Total
	Actifs sains			Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	Actifs dépréciés (Bucket 3)		
Administration générale	60 723			60 723	
Banques centrales				0	
Établissements de crédit	113 386			113 386	
Grandes entreprises	40 546			40 546	
Clientèle de détail				0	
Total	214 655	0	0	214 655	

Dettes envers la clientèle par agent économique

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Administration générale	9 029	15 018
Entreprises	774 319	1 549 892
Particuliers	4 378 425	3 530 990
Total dettes envers la clientèle	5 161 773	5 095 900

Engagements de financement par agent économique au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Montant de l'engagement				Total
	Engagements sains			Engagements dépréciés (Bucket 3)	
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			
Administration générale					
Banques centrales					
Établissements de crédit					
Grandes entreprises	34 703				34 703
Clientèle de détail	834 064				834 064
Provisions (1)	-217	-28			-245
Total	868 550	-28	0		868 522

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Montant de l'engagement				Total
	Engagements sains			Engagements dépréciés (Bucket 3)	
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			
Administration générale					
Banques centrales					
Établissements de crédit	28 159				28 159
Grandes entreprises	87 994				87 994
Clientèle de détail	60 871				60 871
Provisions (1)	-309	-506			-815
Total	176 715	-506	0		176 209

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administration générale	0	0	0	0	0
Banques centrales	0	0	0	0	0
Établissements de crédit	1 050 908	0	0	0	1 050 908
Entreprises	166 834	4 015	-4 008	0	162 826
Particuliers	2 989 693	11 547	-5 231	0	2 983 547
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	4 207 435	15 562	-9 239	0	4 197 281

Engagements donnés en faveur de la clientèle par agent économique au 31/12/2017

(en milliers d'euros)		31/12/2017
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Administration générale		0
Entreprises		45 750
Particuliers		639 920
Total engagements de financement		685 670
Engagements de garantie en faveur de la clientèle		
Administration générale		0
Entreprises		156 231
Particuliers		65 562
Total engagements de garantie		221 793

Concentration par zone géographique de l'activité de crédit Actifs financiers au coût amorti par zone géographique au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Valeur comptable				Total
	Actifs sains			Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	Actifs dépréciés (Bucket 3)		
France (y compris DOM-TOM)	809 912	584	1 117	811 613	
Autres pays de l'Union européenne	484 189		169	484 358	
Autres pays d'Europe	3 629 549	6 128	40 298	3 675 975	
Amérique du Nord	38 198			38 198	
Amériques centrale et du Sud	38 119			38 119	
Afrique et Moyen-Orient	60 031			60 031	
Asie et Océanie (hors Japon)	127 166			127 166	
Japon	21 263			21 263	
Organismes supranationaux	0			0	
Dépréciations	-957	-94	-10 351	-11 402	
Total	5 207 470	6 618	31 233	5 245 321	

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Valeur comptable				Total
	Actifs sains			Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	Actifs dépréciés (Bucket 3)		
France (y compris DOM-TOM)	79 888			79 888	
Autres pays de l'Union européenne	134 758			134 758	
Autres pays d'Europe	9			9	
Amérique du Nord					
Amériques centrale et du Sud					
Afrique et Moyen-Orient					
Asie et Océanie (hors Japon)					
Japon					
Organismes supranationaux					
Total	214 655	0	0	214 655	

Dettes envers la clientèle par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
France (y compris DOM-TOM)	93 793	260 525
Autres pays de l'UE	357 998	802 295
Autres pays d'Europe	4 473 245	2 937 367
Amérique du Nord	213	22 920
Amérique centrale et du Sud	21 467	257 427
Afrique et Moyen-Orient	84 659	533 283
Asie et Océanie (hors Japon)	121 451	125 558
Japon	8 947	156 525
Organismes supranationaux	0	0
Total dettes envers la clientèle	5 161 773	5 095 900

Engagements de financement par zone géographique au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Montant de l'engagement				Total
	Engagements sains			Engagements dépréciés (Bucket 3)	
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	Engagements dépréciés (Bucket 3)		
France (y compris DOM-TOM)	54 428				54 428
Autres pays de l'Union européenne	69 129				69 129
Autres pays d'Europe	698 797				698 797
Amérique du Nord					0
Amériques centrale et du Sud	35 099				35 099
Afrique et Moyen-Orient	10 333				10 333
Asie et Océanie (hors Japon)	981				981
Japon					0
Organismes supranationaux					0
Provisions (1)	-217	-28			-245
Total	868 550	-28	0	0	868 522

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Montant de l'engagement			Total
	Engagements sains			
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	Engagements dépréciés (Bucket 3)	
France (y compris DOM-TOM)	10 420			10 420
Autres pays de l'Union européenne	28 655			28 655
Autres pays d'Europe	131 536			131 536
Amérique du Nord	54			54
Amériques centrale et du Sud	1 694			1 694
Afrique et Moyen-Orient	4 660			4 660
Asie et Océanie (hors Japon)	5			5
Japon				0
Organismes supranationaux				0
Provisions (1)	-309	-506		-815
Total	176 715	-506	0	176 209

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par zone géographique au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
France (y compris DOM-TOM)	252 250	1 589	-929	0	251 321
Autres pays de l'UE	441 620	0	0	0	441 620
Autres pays d'Europe	2 755 230	12 667	-8 299	0	2 746 931
Amérique du Nord	4 293	0	0	0	4 293
Amériques centrale et du Sud	163 846	0	0	0	163 846
Afrique et Moyen-Orient	206 683	1 306	-11	0	206 672
Asie et Océanie (hors Japon)	160 069	0	0	0	160 069
Japon	222 529	0	0	0	222 529
Organismes supranationaux	0	0	0	0	0
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	4 206 520	15 562	-9 239	0	4 197 281

Engagements donnés en faveur de la clientèle par zone géographique

(en milliers d'euros)

31/12/2017

Engagements de financement en faveur de la clientèle

France (y compris DOM-TOM)	67 834
Autres pays de l'UE	81 872
Autres pays d'Europe	377 413
Amérique du Nord	0
Amériques centrale et du Sud	34 303
Afrique et Moyen-Orient	29 204
Asie et Océanie (hors Japon)	12 126
Japon	82 918
Total engagements de financement	685 670

Engagements de garantie en faveur de la clientèle

France (y compris DOM-TOM)	10 583
Autres pays de l'UE	34 349
Autres pays d'Europe	147 918
Amérique du Nord	0
Amériques centrale et du Sud	7 821
Afrique et Moyen-Orient	19 791
Asie et Océanie (hors Japon)	570
Japon	555
Total engagements de garantie	221 587

Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Bucket 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Bucket 3)			Actifs dépréciés (Bucket 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	dépréciés (Bucket 2)	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes									
Administration générale									
Banques centrales									
Établissements de crédit									
Grandes entreprises									
Clientèle de détail									
Prêts et créances		130						26 892	4 258
Administration générale									
Banques centrales									
Établissements de crédit									
Grandes entreprises									5
Clientèle de détail		130						26 892	4 253
Total		130						26 892	4 258

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique au 31/12/2017

Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance							
(en milliers d'euros)	≤90 jours	> 90 jours à ≤ 180 jours	> 180 jours à ≤ 1 an	> 1 an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance	Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuelle- ment	Dépréciations d'actifs financiers individuelle- ment et collectivement testés
Instruments de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes					0	0	0
Administration générale					0	0	0
Banques centrales					0	0	0
Établissements de crédit					0	0	0
Entreprises					0	0	0
Particuliers					0	0	0
Prêts et avance	0	0	3 158	12 404	15 562	6 323	-9 239
Administration générale					0	0	0
Banques centrales					0	0	0
Établissements de crédit					0	0	0
Entreprises				4 015	4 015	7	-4 008
Particuliers			3 158	8 389	11 547	6 316	-5 231
Total actif financiers en souffrance ou deprecies individuellement	0	0	3 158	12 404	15 562	6 323	-9 239

3.2 Risque de marché

La fonction Risque de marché de CFM Indosuez Wealth Management par l'intermédiaire de sa cellule Market Activity Monitoring (MAM) est chargée de l'ensemble du dispositif de mesure, de suivi et de contrôle des risques de marché, afin de minimiser le coût du risque des différents métiers au titre des risques de marché.

Cette unité a la double mission d'assurer le monitoring, la validation et les explications des résultats de gestion (P&L) et des indicateurs de risque pour l'ensemble des activités générant des risques de marché.

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur Actif

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017	
	Opération par maturié			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	6 296	14 183	4 426	24 905	34 530
Swaps de taux d'intérêts	6 296	14 183	4 426	24 905	34 530
Options de taux				0	0
Caps-floors-collars				0	0
Autres instruments conditionnels				0	0
Intruments de devises et or	3 626	0	0	3 626	6 390
Contrat de change à terme	3 626			3 626	2 897
Options de change				0	3 493
Autres instruments	0	0	0	0	0
Dérivés sur actions & indices boursiers				0	0
Total juste valeur des instruments derives de couvertures - actif	9 922	14 183	4 426	28 531	40 920

Instruments dérivés de couverture – juste valeur Passif

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017	
	Opération par maturié			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	231	4 178	1 399	5 808	11 563
Swaps de taux d'intérêts	231	4 178	1 399	5 808	11 563
Options de taux				0	0
Caps-floors-collars				0	0
Autres instruments conditionnels				0	0
Intruments de devises et or	4 245	0	0	4 245	7 529
Contrat de change à terme	4 245			4 245	4 036
Options de change				0	3 493
Autres instruments	0	0	0	0	0
Dérivés sur actions & indices boursiers				0	0
Total juste valeur des instruments derives de couvertures - passif	4 476	4 178	1 399	10 053	19 092

Instruments dérivés de transaction – juste valeur Actif

(en milliers d'euros)	31/12/2018						31/12/2017	
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0	0	20
Futures								0
FRA								0
Swaps de taux d'intérêts								20
Options de taux								0
Caps-floors-collars								0
Autres instruments conditionnels								0
Instruments de devises et or	0	0	0	3 288	379	0	3 667	592
Contrat de change à terme				419	379		798	592
Options de change				2 869			2 869	0
Autres instruments	0	0	0	301	0	0	301	579
Dérivés sur actions & indices boursiers				301			301	579
Dérivés sur métaux précieux								0
Dérivés sur produits de base								0
Dérivés de crédit								0
Autres								0
Total juste valeur des instruments dérivés de couvertures - actif	0	0	0	3 589	379	0	3 968	1 191

Instruments dérivés de transaction – juste valeur Passif

(en milliers d'euros)	31/12/2018						31/12/2017	
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	0	5	3	8	0
Futures								0
FRA								0
Swaps de taux d'intérêts					5	3		0
Options de taux								0
Caps-floors-collars								0
Autres instruments conditionnels								0
Instruments de devises et or	0	0	0	3 209	259	0	3 468	243
Contrat de change à terme				340	259			243
Options de change				2 869				0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés sur actions & indices boursiers								0
Dérivés sur métaux précieux								0
Dérivés sur produits de base								0
Dérivés de crédit								0
Autres								0
Sous-total	0	0	0	3 209	264	3	3 476	243
Total juste valeur des instruments dérivés de couvertures - passif	0	0	0	3 209	264	3	3 476	243

Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	2 289 354	3 156 227
Futures	0	0
FRA	0	0
Swaps de taux d'intérêts	2 288 491	3 156 227
Options de taux	0	0
Caps-floors-collars	863	0
Autres instruments conditionnels	0	0
Instruments de devises et or	5 453 067	3 382 473
Contrat de change à terme	4 080 129	2 610 027
Options de change	1 372 938	772 446
Autres instruments	68 474	0
Dérivés sur actions & indices boursiers	68 474	0
Dérivés sur métaux précieux	0	0
Dérivés sur produits de base	0	0
Dérivés de crédit	0	0
Autres	0	0
Total notionnels	7 810 895	6 538 700

Risque de change

Contribution des différentes devises au bilan consolidé

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
EUR	3 893 074	3 893 333	3 044 427	3 442 127
Autres devises de l'UE	503 262	502 877	362 723	532 005
USD	1 103 460	1 103 007	1 034 352	1 288 552
JPY	35 578	35 569	10 099	29 295
Autres devises	387 864	388 452	1 167 866	327 488
Total bilan	5 923 238	5 923 238	5 619 467	5 619 467

3.3 Risque de liquidité et de financement

La politique de gestion des risques de liquidité et de financement s'applique à l'entité sociale CFM Indosuez Wealth Management selon l'approche standard, sans prise en compte des filiales, qui ne sont pas soumises au contrôle de l'ACPR et dont la taille et les activités sont jugées non significatives au titre des risques considérés.

La gestion du risque de liquidité est suivie par le biais de deux ratios réglementaires que sont le Liquidity Coverage Ratio (LCR) pour ce qui relève du risque de liquidité < 30 jours et le Net Stable Funding Ratio (NSFR) pour ce qui correspond au risque de liquidité Moyen Long Terme. Ces deux ratios sont issus des accords Bâle III avec une limite interne globale de 100%.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit	1 759 740	34 012	0	8 710	0	1 802 462
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	1 918 312	229 509	880 928	259 492	0	3 288 241
Total	3 678 052	263 521	880 928	268 202	0	5 090 703
Dépréciation						-11 332
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	3 678 052	263 521	880 928	268 202	0	5 079 371

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit	970 664	80 047	0	0	0	1 050 908
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	2 000 245	163 807	788 807	202 753	0	3 155 612
Total	2 970 909	243 854	788 807	202 753	0	4 206 520
Dépréciation	-9 239	0	0	0	0	-9 239
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	2 961 670	243 854	788 807	202 753	0	4 197 281

Dettes envers les établissements de crédit à la clientèle par durée résiduelle au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit	313 797					313 797
Dettes envers la clientèle	4 991 340	170 433				5 161 773
Total dettes envers les établissements de crédit et sur la clientèle	5 305 137	170 433	0	0	0	5 475 570

Dettes envers les établissements de crédit à la clientèle par durée résiduelle au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit	77 166	0	0	0	0	77 166
Dettes envers la clientèle	4 919 341	176 559	0	0	0	5 095 900
Total dettes envers les établissements de crédit et sur la clientèle	4 996 507	176 559	0	0	0	5 173 066

Garanties financières en risque données par maturité attendue

Concernant les Garanties financières données, aucunes ne sont classifiées sous surveillance, aucunes ne font l'objet de provisions ni au 31/12/2017, ni au 31/12/2018.

3.4 Couverture des risques de flux de trésorerie et de juste valeur sur taux d'intérêts et de change

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres et de dépôts à taux fixe. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variables.

- Politique de microcouverture : les éléments d'actif ou passif de montants et / ou d'échéances significatifs font l'objet d'une microcouverture par swap (ex : crédits longs à la clientèle...).
- Politique de macrocouverture : les éléments d'actif ou passif de montants qui n'atteignent pas le seuil de faisabilité d'une microcouverture mais d'échéance significative, font l'objet de regroupement par similarité et sont macro-couverts.

Les instruments de couverture de CFM Indosuez Wealth Management rentrent dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie. Ils sont présentés dans l'annexe 19 aux états financiers individuels de la banque.

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	positive	négative		positive	négative	
Couverture de juste valeur	15 791	5 400	1 333 623	27 311	9 874	2 562 863
Taux d'intérêt	15 791	5 400	1 333 623	23 772	6 367	1 790 417
Instruments de capitaux propres			0	0	0	
Change			0	3 539	3 507	772 446
Crédit			0	0	0	
Matières premières			0	0	0	
Autres			0	0	0	
Couverture de flux de trésorerie	12 740	4 653	854 833	13 609	9 218	2 409 775
Taux d'intérêt	9 114	408	626 956	10 758	5 196	1 269 199
Instruments de capitaux propres			0	0	0	
Change	3 626	4 245	227 877	2 851	4 022	1 140 576
Crédit			0	0	0	
Matières premières			0	0	0	
Autres			0	0	0	
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0		0	0	
Total instruments dérivés de couverture	28 531	10 053	2 188 456	40 920	19 092	4 972 638

Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels) au 31/12/2018

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(en milliers d'euros)	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				589 182	1 220 459	150 938	1 960 579
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				589 182	1 220 459	150 075	1 959 716
Options de taux							
Caps-floors-collars						863	863
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				589 182	1 220 459	150 938	1 960 579
Opérations de change à terme				227 877			227 877
Total notionnel des instruments dérivés de couverture				817 059	1 220 459	150 938	2 188 456

La note 3.2 «Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle» présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

Couverture de juste valeur Instruments dérivés de couverture au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y. c. cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif		
Couverture de juste valeur				
Marchés organisés				
Taux d'intérêt				
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Change				
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Autres				
Marchés de gré à gré	10	2 861	-27	382 932
Taux d'intérêt	10	2 861	-13	382 932
Instruments fermes	10	2 861	-13	382 069
Instruments conditionnels				863
Change			-14	
Instruments fermes			-14	
Instruments conditionnels				
Autres				
Total des micro-couvertures de juste valeur	10	2 861	-27	382 932
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers				
	15 781	2 539	-1 850	950 691
Total Couverture de juste valeur	15 791	5 400	-1 877	1 333 623

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Eléments couverts

Micro-couvertures au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y. c. cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	210 928			
Taux d'intérêt	210 928			
Change				
Autres				
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	168 160	3 045		15
Taux d'intérêt	168 160	3 045		15
Change				
Autres				
Total de la couverture de Juste valeur sur les éléments d'actif	379 088	3 045	0	15
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti				
Taux d'intérêt				
Change				
Autres				
Total de la couverture de Juste valeur sur les éléments de passif				

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti		2 345
Total - Actifs		2 345
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	950 691	13 126
Total - Passifs	950 691	13 126
Total de la couverture de juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	950 691	15 471

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture au 31/12/2018

Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			
(en milliers d'euros)	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y. c. cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y. c. cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	-1 865	1 865	0
Change	0	0	0
Autres			
Total	-1 865	1 865	0

Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

Instruments dérivés de couverture au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y.c. cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif		
Couverture de flux de trésorerie				
Marchés organisés				
Taux d'intérêt				
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Change				
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Autres				
Marchés de gré à gré	3 666	4 387	-786	628 833
Taux d'intérêt	40	142	-742	400 956
Instruments fermes	40	142	-742	400 956
Instruments conditionnels				
Change	3 626	4 245	-44	227 877
Instruments fermes	3 626	4 245	-44	227 877
Instruments conditionnels				
Autres				
Total des micro-couvertures de flux de trésorerie	3 666	4 387	-786	628 833
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	9 074	266	-740	226 000
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de change				
Total des macro-couvertures de flux de trésorerie	9 074	266	-740	226 000
Total de la couverture de flux de trésorerie	12 740	4 653	-1 526	854 833
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger				

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres » à l'exception de la part inefficace de la relation de couverture qui est comptabilisée au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables
	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant de la part inefficace de la couverture
Couverture de flux de trésorerie			
Taux d'intérêt	-1 482		
Change	-58		
Autres			
Total de la couverture de flux de trésorerie	-1 540		
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Total de la couverture de flux de trésorerie et d'investissement net dans une activité à l'étranger	-1 540		

Les éléments renseignés sont avant Impôt différés éventuels.

3.5 Risques opérationnels

Le groupe Indosuez Wealth Management a mis en œuvre une cartographie des risques opérationnels harmonisée, constituée d'une liste d'activités et de processus dont la structure est commune à chaque entité. Elle s'applique au périmètre de contrôle interne de CFM Indosuez Wealth Management et de ses filiales.

Chaque domaine de la cartographie des risques opérationnels est revu et validé annuellement par le responsable d'activité en lien avec le Contrôle Permanent. Des cartographies transverses des risques de non-conformité, de fraude interne, externe et juridique, sont également validées annuellement par la Compliance et la Direction Juridique. La synthèse de la cartographie et l'avancement de sa révision sont présentés annuellement au Comité de Contrôle Interne qui en valide la cartographie, le plan d'action et les résultats du backtesting.

3.6 Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément au règlement européen 575/2013 (CRR), le Groupe CFM Indosuez Wealth est soumis au respect du ratio de solvabilité, de levier. La gestion de ces ratios est effectuée directement par CA-CIB.

Note 4 :

Notes relatives au compte de résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et Charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Sur les actifs financiers au coût amorti	48 313
Opérations avec les établissements de crédit	8 199
Opérations internes au Crédit Agricole	
Opérations avec la clientèle	40 108
Opérations de location-financement	
Titres de dettes	6
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	446
Opérations avec les établissements de crédit	
Opérations avec la clientèle	
Titres de dettes	446
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	12 345
Autres intérêts et produits assimilés	0
PRODUITS D'INTÉRÊTS	61 104
Sur les passifs financiers au coût amorti	-18 503
Opérations avec les établissements de crédit	-549
Opérations internes au Crédit Agricole	
Opérations avec la clientèle	-17 954
Opérations de location-financement	
Dettes représentées par un titre	
Dettes subordonnées	
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-340
Autres intérêts et charges assimilées	0
CHARGES D'INTÉRÊTS	-18 843

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Sur opérations avec les établissements de crédit	768
Sur opérations avec la clientèle	32 101
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	3 497
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	18 478
Sur opérations de location-financement	0
Autres intérêts et produits assimilés	0
PRODUITS D'INTÉRÊTS	54 844
Sur opérations avec les établissements de crédit	-993
Sur opérations avec la clientèle	-9 855
Sur dettes représentées par un titre	0
Sur dettes subordonnées	0
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-1 658
Sur opérations de location-financement	0
CHARGES D'INTÉRÊTS	-12 506

4.2 Commissions nettes

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	-69	-69	0	-66	-66
Sur opérations avec la clientèle	1 635	0	1 635	1 236	0	1 236
Sur opérations sur titres	10 919	0	10 919	9 107	0	9 107
Sur opérations de change	4 704	-5	4 699	4 552	0	4 552
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	93	0	93	89	0	89
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	18 300	-8 062	10 238	16 306	-6 951	9 355
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	35 498	-1 879	33 619	38 029	-1 986	36 043
Produits nets des commissions	71 149	-10 015	61 134	69 319	-9 003	60 316

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Dividendes reçus	
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	3 775
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	-177
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	12 901
Résultat de la comptabilité de couverture	0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	16 499

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Dividendes reçus	0
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	4 083
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	0
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	10 945
Résultat de la comptabilité de couverture	0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	15 028

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2018		
	Produits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	0	0	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts			0
Variation de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)			0
Couverture de flux de trésorerie	0		0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0		0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	1 865	-1 865	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	1 865		1 865
Variations de juste valeur des dérivés de couverture		-1 865	-1 865
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0		0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total résultat de la comptabilité de couverture	1 865	-1 865	0

(en milliers d'euros)	31/12/2017		
	Produits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	0	0	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	0	0	0
Variation de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	0	0	0
Couverture de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	0	0	0
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	0	0	0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	20 989	-20 989	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	15 682	-5 307	10 375
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	5 307	-15 682	-10 375
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	0	0	0
Total résultat de la comptabilité de couverture	20 989	-20 989	0

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-214
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	1
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-213

Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Dividendes reçus	1
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente ¹	7613
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	0
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	0
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	7614

4.5 Produits et Charges nets des autres activités

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	0	0
Autres produits nets de l'activité d'assurance	0	0
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	0	0
Produits nets des immeubles de placement	0	0
Autres produits (charges) nets	564	1 134
Produits (charges) des autres activités	564	1 134

4.6 Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Charges de personnel	-56 577	-55 079
Impôts, taxes et contributions réglementaires	-287	-1 592
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-32 904	-34 797
Charges générales d'exploitation	-89 768	-91 468

4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dotations aux amortissements	-2 187	-2 835
Immobilisations corporelles	-2 001	-2 600
Immobilisations incorporelles	-186	-235
Dotations (reprises) aux dépréciations	0	0
Immobilisations corporelles	0	0
Immobilisations incorporelles	0	0
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-2 187	-2 835

4.8 Coût du risque

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs sains (Bucket 1 et Bucket 2)	-39
Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	2 538
Instrument de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	268
Instrument de dettes comptabilisés au coût amorti	-124
Engagements par signature	2 394
Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	-2 577
Instrument de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-18
Instrument de dettes comptabilisés au coût amorti	122
Engagements par signature	-2 681
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs dépréciés (Bucket 3)	-945
Bucket 3 : Actifs dépréciés	-945
Instrument de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	0
Instrument de dettes comptabilisés au coût amorti	-945
Engagements par signature	0
Autres actifs	0
Risques et charges	-253
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-1 237
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	0
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	0
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	0
Récupérations sur prêts et créances comptabilisés au coût amorti	0
comptabilisés en capitaux propres recyclables	0
Décotes sur crédits restructurés	0
Pertes sur engagements par signature	0
Autres pertes	-21
Autres produits	0
Coût du risque	-1 258

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-5 411
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	0
Prêts et créances	-1 711
Autres actifs	0
Engagements par signature	0
Risques et charges	-3 700
Reprises de provisions et de dépréciations	41
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	0
Prêts et créances	41
Autres actifs	0
Engagements par signature	0
Risques et charges	0
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-95
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés	0
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	0
Récupérations sur prêts et créances amortis	0
Décotes sur crédits restructurés	0
Pertes sur engagements par signature	-9
Autres pertes	-86
Autres produits	0
Coût du risque	-5 465

4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-16	0
Plus-values de cession		0
Moins-values de cession	-16	0
Titres de capitaux propres consolidés	0	2 587
Plus-values de cession		2 587
Moins-values de cession		0
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement		0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-16	2 587

4.10 Impôts

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Charge d'impôt courant	-4 111	-175
Produits/Charges d'impôt différé	78	
Charge d'impôt de la période	-4 033	-175

4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	
Gains et pertes sur écarts de conversion	0
Écart de réévaluation de la période	
Transfert en résultat	
Autres variations	
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	524
Écart de réévaluation de la période	310
Transfert en résultat	214
Autres variations	
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-1 539
Écart de réévaluation de la période	-1 539
Transfert en résultat	
Autres variations	
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition	0
Écart de réévaluation de la période	
Transfert en résultat	
Autres variations	
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	165
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-850
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	227
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	0
Écart de réévaluation de la période	
Transfert en réserves	
Autres variations	
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	23
Écart de réévaluation de la période	23
Transfert en réserves	
Autres variations	
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	250
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	-600
Dont part du Groupe	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	0
Gains et pertes sur écarts de conversion	0
Écart de réévaluation de la période	0
Transfert en résultat	0
Autres variations	0
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-8 231
Écart de réévaluation de la période	-8 231
Transfert en résultat	0
Autres variations	0
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-10 373
Écart de réévaluation de la période	-10 373
Transfert en résultat	0
Autres variations	0
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	0
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	0
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-18 604
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	0
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-416
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	0
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	0
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-416
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	-19 020
Dont part du Groupe	-19 020
Dont participations ne donnant pas le contrôle	0

Note 5 : Informations sectorielles

Le groupe CFM Indosuez Wealth n'exerce qu'une activité de gestion de fortune.

Note 6 : Note relative au bilan

6.1 Caisse, banques centrales

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	5 227	0	5 297	0
Banques centrales	300 461	0	57 273	0
Valeur au bilan	305 688	0	62 570	0

6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 968
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 657
Instruments de capitaux propres	0
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	1 657
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0
Valeur au bilan	5 625
Dont Titres prêtés	

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 191
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0
Valeur au bilan	1 191
Dont Titres prêtés	0

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Instruments de capitaux propres	
Actions et autres titres à revenu variable	
Titres de dettes	
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
OPCVM	0
Prêts et créances	0
Créances sur les établissements de crédit	0
Créances sur la clientèle	
Titres reçus en pension livrée	
Valeurs reçues en pension	
Instruments dérivés	3 968
Valeur au bilan	3 968

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Instruments de capitaux propres	0
Actions et autres titres à revenu variable	0
Titres de dettes	0
Effets publics et valeurs assimilées	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0
Prêts et créances	0
Créances sur les établissements de crédit	0
Créances sur la clientèle	0
Titres reçus en pension livrée	0
Valeurs reçues en pension	0
Instruments dérivés	1 191
Valeur au bilan	1 191

Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Titres de dettes	1 657
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
OPCVM	1 657
Prêts et créances	0
Créances sur les établissements de crédit	
Créances sur la clientèle	
Titres reçus en pension livrée	
Valeurs reçues en pension	
Total Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat	1 657

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3 476	243
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0
Valeur au bilan	3 476	243

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres vendus à découvert	0	0
Titres donnés en pension livrée	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0
Instruments dérivés	3 476	243
Valeur au bilan	3 476	243

6.3 Instruments dérivés de couverture

Une information détaillée est fournie dans la note 3.4 relative à la couverture du risque de flux de trésorerie ou de juste valeur, notamment sur taux d'intérêt et de change.

6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	214 655		
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	303	85	
Total	214 958	85	0

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	9 047		
Obligations et autres titres à revenu fixe	205 608		
Total des titres de dettes	214 655	0	0
Prêts et créances sur les établissements de crédit	0		
Prêts et créances sur la clientèle	0		
Total des prêts et créances	0	0	0
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	214 655	0	0
Impôts			29
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (net d'impôt)		0	29

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables au 31/12/2018

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Gains/pertes latents sur la période
Actions et autres titres à revenu variable	231	13	0	-22
Titres de participation non consolidés	72	72	0	46
Total instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par	303	85	0	24
Impôts				
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt)		85	0	24

Actifs financiers disponibles à la vente au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	126 496	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 094 399	9 339	9 469
Actions et autres titres à revenu variable	541	63	3
Titres de participation non consolidés	26	0	0
Total des titres disponibles à la vente	1 221 462	9 402	9 472
Créances disponibles à la vente	0	0	0
Total des créances disponibles à la vente	0	0	0
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente	1 221 462	9 402	9 472
Impôts	0	0	0
Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés directement en capitaux propres (net d'impôt)	1 221 462	9 402	9 472

6.5 Actifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 802 331
Prêts et créances sur la clientèle	3 277 040
Titres de dettes	165 950
Valeur au bilan	5 245 321

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Établissements de crédit	
Comptes et prêts	1 791 740
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	248 034
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux	324 855
dont comptes et prêts à terme sains	1 218 851
Valeurs reçues en pension	0
Titres reçus en pension livrée	10 722
Prêts subordonnés	0
Autres prêts et créances	0
Valeur brute	1 802 462
Dépréciations	-131
Valeur au bilan	1 802 331

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Établissements de crédit	
Titres de dettes	0
Titres non cotés sur un marché actif	0
Prêts et avances	1 050 908
Comptes et prêts	1 049 801
dont comptes ordinaires débiteurs sains	77 055
dont comptes et prêts au jour le jour sains	201 124
dont comptes et prêts à terme sains	771 622
Valeurs reçues en pension	0
Titres reçus en pension livrée	1 107
Prêts subordonnés	0
Autres prêts et créances	0
Valeur brute	1 050 908
Dépréciations	0
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	1 050 908

Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Opérations avec la clientèle	
Créances commerciales	837
Autres concours à la clientèle	1 476 066
Valeurs reçues en pension	
Titres reçus en pension livrée	
Prêts subordonnés	
Créances nées d'opérations d'assurance directe	
Créances nées d'opérations de réassurance	
Avances en comptes courants d'associés	
Comptes ordinaires débiteurs	1 800 969
Valeur brute	3 277 872
Dépréciations	-832
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	3 277 040
Opérations de location-financement	0
Location-financement immobilier	0
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	0
Valeur brute	0
Dépréciations	0
Valeur nette des opérations de location-financement	0
Valeur au bilan	3 277 040

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Opérations avec la clientèle	
Titres de dettes	0
Titres non cotés sur un marché actif	0
Prêts et avances	3 146 373
Créances commerciales	1 843
Autres concours à la clientèle	1 472 197
Titres reçus en pension livrée	0
Prêts subordonnés	0
Créances nées d'opérations d'assurance directe	0
Créances nées d'opérations de réassurance	0
Avances en comptes courants d'associés	0
Comptes ordinaires débiteurs	1 672 333
Valeur brute	3 146 373
Dépréciations	0
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	3 146 373
Opérations de location-financement	
Location-financement immobilier	0
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	0
Valeur brute	0
Dépréciations	0
Valeur nette des opérations de location-financement	0
Valeur au bilan	3 146 373

Titres de dettes

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	166 038
Total	166 038
Dépréciations	-88
Valeur au bilan	165 950

6.6 Exposition au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement. L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture. Les expositions significatives du Groupe CFM Indosuez Wealth au risque souverain sont les suivantes :

Expositions nettes de dépréciations au 31/12/2018							
(en milliers d'euros)	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brute de couvertures	Couvertures	Total activité banque nette de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Slovaquie			9 027		9 027		9 027
TOTAL	0	0	9 027	0	9 027	0	9 027

Expositions nettes de dépréciations au 31/12/2017

Dont portefeuille bancaire

(en milliers d'euros)	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Autres actifs financiers disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résultat	Prêts et créances	Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	Total activité banque brute de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
Allemagne		2 018				2 018		2 018
Belgique		57 126				57 126		57 126
Pays-Bas		2 011				2 011		2 011
Slovaquie		34 814				34 814		34 814
Suède		30 756				30 756		30 756
TOTAL	0	126 725	0	0	0	126 725		126 725

6.7 Passifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Dettes envers les établissements de crédit	313 797
Dettes envers la clientèle	5 161 773
Dettes représentées par un titre	0
Valeur au bilan	5 475 570

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Établissements de crédit		
Comptes et emprunts	313 797	77 166
dont comptes ordinaires créditeurs ¹	213 797	39 510
dont comptes et emprunts au jour le jour ¹	100 000	37 656
Valeurs données en pension	0	0
Titres donnés en pension livrée	0	0
Valeur au bilan	313 797	77 166

¹ Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du "Tableau des flux de trésorerie".

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes ordinaires créditeurs	4 082 628	4 051 746
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0
Autres dettes envers la clientèle	1 079 145	1 044 154
Titres donnés en pension livrée	0	0
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	0	0
Dettes nées d'opérations de réassurance	0	0
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et récessionnaires en représentation d'engagements techniques	0	0
Valeur au bilan	5 161 773	5 095 900

6.8 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Impôts courants	3 421	0
Impôts différés	1 377	0
Total actifs d'impôts courants et différés	4 798	0
Impôts courants	3 953	0
Impôts différés	410	0
Total passifs d'impôts courants et différés	4 363	0

Afin de déterminer le niveau d'impôt différé actif devant être comptabilisé, le CFM Indosuez Wealth prend en compte pour chaque entité ou groupe fiscal concerné le régime fiscal applicable et les projections de résultat établies lors du processus budgétaire.

6.9 Comptes de régularisation actifs, passifs et divers

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres actifs	50 406	22 697
Compte de stocks et emplois divers	136	114
Débiteurs divers	7 343	3 245
Comptes de règlements	51	11 907
Dépôt de garantie sur opération marché	39 698	6 465
Marge variable versée	3 178	966
Comptes de régularisation	13 745	18 799
Comptes d'encaissement et de transfert	90	210
Comptes d'ajustements et comptes d'écart	1 320	5 853
Produits à recevoir	9 034	7 996
Charges constatées d'avance	2 863	4 721
Autres comptes de régularisation	438	19
Valeur au bilan	64 151	41 496

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres passifs	29 145	19 847
Comptes de règlements	2	3
Créditeurs divers	11 399	6 455
Versement restant à effectuer sur titres	0	0
Marge initiale sur opération de marché	17 744	13 389
Comptes de régularisation	42 307	43 503
Comptes d'encaissement et de transfert	0	0
Comptes d'ajustements et comptes d'écart	0	0
Charges constatées d'avance	0	0
Charges à payer	37 117	41 332
Autres comptes de régularisation	5 190	2 171
Valeur au bilan	71 452	63 350

6.10 Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Valeur brute	1 270	1 270						1 270
Amortissements et dépréciations								0
Valeur au bilan	1 270	1 270	0	0	0	0	0	1 270

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Valeur brute	1 270						1 270
Amortissements et dépréciations							0
Valeur au bilan	1 270	0	0	0	0	0	1 270

Juste valeur des immeubles de placement

L'immeuble de placement comptabilisé au coût amorti, a été acquis fin 2016 par adjudication. Il présente à ce jour une valeur de marché supérieure à la valeur comptable.

6.11 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute	49 805	49 805		80	-763			49 122
Amortissements et dépréciations	-38 830	-38 830		-2001	1622			-39 209
Valeur au bilan	10 975	10 975	0	-1 921	859	0	0	9 913
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	55 924	55 924		1027	-266			56 689
Amortissements et dépréciations	-16 121	-16 121		-186	264			-16 051
Valeur au bilan	39 803	39 803	0	841	-2	0	0	40 638

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	48 069	1 736	0	0	0	0	49 805
Amortissements et dépréciations	-36 233	-2 597	0	0	0	0	-38 830
Valeur au bilan	11 836	-861					10 975
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	35 431	20 493	0	0	0	0	55 924
Amortissements et dépréciations	-15 881	-240	0	0	0	0	-16 121
Valeur au bilan	19 550	20 253	0	0	0	0	39 803

6.12 Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Risques sur les produits épargne-logement	0	0							0
Risques d'exécution des engagements par signature	0	772		3 932	0	-3 645	1	0	1 060
Risques opérationnels	0	0		0	0	0	0	0	0
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	4 779	4 779		587	-413	-70	0	-227	4 656
Litiges divers	4 476	4 476		279	-382	-26	0	0	4 347
Participations	0	0		0	0	0	0	0	0
Restructurations	0	0		0	0	0	0	0	0
Autres risques	0	0		0	0	0	0	0	0
Total	9 255	10 027	0	4 798	-795	-3 741	1	-227	10 063

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Risques sur les produits épargne-logement								0
Risques d'exécution des engagements par signature								0
Risques opérationnels								0
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	4 357	0	1 145	-723	0	0	0	4 779
Litiges divers	776	0	3 700	0	0	0	0	4 476
Participations								0
Restructurations								0
Autres risques								0
Total	5 133	0	4 845	-723	0	0	0	9 255

6.13 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en "Indéterminée".

31/12/2018						
(en milliers d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, Banques centrales	305 688					305 688
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3 242	489	379	1 515	0	5 625
Instruments dérivés de couverture	8 800	1 122	14 183	4 426	0	28 531
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	107 142	107 517	0	-4	303	214 958
Actifs financiers au coût amorti	3 699 079	334 723	942 729	268 790	0	5 245 321
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	2 345					2 345
Total actifs financiers par échéance	4 126 296	443 851	957 291	274 727	303	5 802 468
Banques centrales						0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3 070	139	264	3	0	3 476
Instruments dérivés de couverture	4 234	242	4 178	1 399	0	10 053
Passif financiers au coût amorti	5 305 137	170 433	0	0		5 475 570
Dettes subordonnées						0
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	13 126					13 126
Total passifs financiers par échéance	5 325 567	170 814	4 442	1 402	0	5 202 225

31/12/2017						
(en milliers d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, Banques centrales	62 570	0	0	0	0	62 570
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	812	43	336	0	0	1 191
Instruments dérivés de couverture	36 134	1 806	2 980	0	0	40 920
Actifs financiers disponibles à la vente	386 941	403 281	430 673	0	567	1 221 462
Prêts et créances sur les établissements de crédit	970 861	80 047	0	0	0	1 050 908
Prêts et créances sur la clientèle	163 819	1 988 624	790 801	203 129	0	3 146 373
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	2 499	0	0	0	0	2 499
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	0	0	0	0
Total actifs financiers par échéance	1 623 636	2 473 801	1 224 790	203 129	567	5 525 923
Banques centrales	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	76	40	127	0	0	243
Instruments dérivés de couverture	16 023	7	3 062	0	0	19 092
Dettes envers les établissements de crédit	77 166	0	0	0	0	77 166
Dettes envers la clientèle	4 918 955	176 945	0	0	0	5 095 900
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	15 130	0	0	0	0	15 130
Total passifs financiers par échéance	5 027 350	176 992	3 189	0	0	5 207 531

Note 7 : Avantages au personnel et autres rémunérations

7.1 Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Salaires	42 202	40 727
Cotisations retraites	5 842	5 284
Charges sociales	7 744	8 410
Intéressement et participation	766	636
Impôts et taxes sur rémunération	23	22
Total charges de personnel	56 577	55 079

7.2 Effectif moyen et fin de période

(en milliers d'euros)	Effectif moyen 31/12/2018	Effectifs fin de période 31/12/2018	Effectifs fin de période 31/12/2017
Monaco	392	383	385
Étranger	6	4	6
Total	398	387	391

7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du groupe CFM Indosuez Wealth n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	3 443	2 529
Ecart de change	0	0
Coût des services rendus sur l'exercice	239	400
Coût financier	47	34
Cotisations employés	0	0
Autres événements significatifs	0	136
Variation de périmètre	0	0
Prestations versées par l'employeur	-99	-72
Taxes, charges administratives et primes	0	0
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses	-228	416
Dette actuarielle ai 31/12/n	3 402	3 443

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Taux d'actualisation	1,31%	1,38%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	0,00%	0,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires	3,00%	3,00%
Taux d'inflation	1,75%	1,75%

7.5 Autres avantages sociaux

En France et à Monaco, les principales entités du Groupe versent des gratifications au titre de l'obtention de médailles du travail. Les montants sont variables suivant les usages et les conventions collectives en vigueur. Les provisions constituées par le groupe CFM Indosuez Wealth au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 4.658 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Note 8 : Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés		
Engagements de financement	868 767	685 670
Engagements en faveur des établissements de crédit	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	868 767	685 670
Ouverture de crédits confirmés	868 537	685 469
Ouverture de crédits documentaires	893	1 936
Autres ouvertures de crédits confirmés	867 644	683 533
Autres engagements en faveur de la clientèle	230	201
Engagements de garantie	177 024	221 793
Engagements d'ordre des établissements de crédit	28 159	206
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	0	206
Autres garanties	28 159	0
Engagements d'ordre de la clientèle	148 865	221 587
Cautions immobilières	12 600	12 575
Autres garanties d'ordre de la clientèle	136 265	209 012
Engagements sur titres	0	
Titres à livrer	0	
Engagements reçus		
Engagements de financement	0	0
Engagements reçus des établissements de crédit	0	0
Engagements reçus de la clientèle	0	0
Engagements de garantie	427 212	359 702
Engagements reçus des établissements de crédit	5 506	8 636
Engagements reçus de la clientèle	421 706	351 066
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	418 956	351 066
Autres garanties reçues	2 750	0
Engagements sur titres	0	
Titres à recevoir	0	

Instrument financiers remis et reçus en garantie

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)	
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (banque de france, crh ...)	
Titres prêtés	
Dépôts de garantie sur opérations de marché	41 667
Autres dépôts de garantie	
Titres et valeurs donnés en pension	
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	41 667
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie	
Autres dépôts de garantie	
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	
Titres empruntés	
Titres et valeurs reçus en pension	1 764 362
Titres vendus à découvert	
Total juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	1 764 362

Note 9 : Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion d'exit price). Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer dans d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables.

Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels nous considérons que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

9.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2018	Juste valeur au 31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances					
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 800 961	1 800 961	0	1 800 961	0
Comptes ordinaires et prêts JJ	572 889	572 889		572 889	
Comptes et prêts à terme	1 217 350	1 217 350		1 217 350	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	10 722	10 722		10 722	
Prêts subordonnés					
Autres prêts et créances					
Prêts et créances sur la clientèle	3 282 001	3 282 001	0	1 806 793	1 475 208
Créances commerciales	1 294	1 294			1 294
Autres concours à la clientèle	1 473 914	1 473 914			1 473 914
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés					
Comptes ordinaires débiteurs	1 806 793	1 806 793		1 806 793	
Titres de dettes	165 115	165 115	165 115	0	0
Effets publics et valeurs assimilées					
Obligations et autres titres à revenu fixe	165 115	165 115	165 115		
Total actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	5 248 077	5 248 077	165 115	3 607 754	1 475 208

Les données sont hors créances rattachées et hors provisions collectives.

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2018	Juste valeur au 31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	313 797	313 797	0	313 797	0
Comptes ordinaires et emprunts jj	306 361	306 361		306 361	
Comptes et emprunts à terme	6 079	6 079		6 079	
Autres sommes dues	1 357	1 357		1 357	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée					
Dettes envers la clientèle	5 158 989	5 158 989	0	5 158 989	0
Comptes ordinaires créditeurs	4 096 792	4 096 792		4 096 792	
Comptes créditeurs à terme	1 062 024	1 062 024		1 062 024	
Autres dettes envers la clientèle	173	173		173	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre					
Dettes subordonnées					
Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	5 472 786	5 472 786	0	5 472 786	0

Les données sont hors créances rattachées.

9.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 968	0	3 968	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
OPCVM	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Instruments dérivés	3 968		3 968	
Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	1 657	1 657	0	0
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	0	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Titres de participation non consolidés	0			
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	1 657	1 657	0	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres de dettes	1 657	1 657	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
OPCVM	1 657	1 657		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
OPCVM	0			
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres	214 958	214 958	0	0
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	303	303	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	231	231		
Titres de participation non consolidés	72	72		0
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	214 655	214 655	0	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres de dettes	214 655	214 655	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	9 047	9 047		
Obligations et autres titres à revenu fixe	205 608	205 608		
Instruments dérivés de couverture	28 531	0	28 531	0
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	249 114	216 615	32 499	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux	0	0	0	0

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 191	0	1 191	0
Créances sur la clientèle	0	0	0	0
Titres reçus en pension livrée	0	0	0	0
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0	0
Instruments dérivés	1 191	0	1 191	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	0	0	0	0
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0	0	0	0
Titres à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	1 221 462	1 219 627	1 835	0
Effets publics et valeurs assimilées	126 496	126 496	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 094 399	1 092 564	1 835	0
Actions et autres titres à revenu variable	567	567	0	0
Créances disponibles à la vente	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	40 920	0	40 920	0
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 263 573	1 219 627	43 946	0

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3 476	0	3 476	0
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	3 476		3 476	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	10 053	0	10 053	0
Total passifs financiers valorisés à la juste valeur	13 529	0	13 529	0
Transferts issus du niveau 1 : prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du niveau 2 : valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du niveau 3 : valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	243	0	243	0
Titres vendus à découvert	0	0	0	0
Titres donnés en pension livrée	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	0	0	0	0
Dettes envers la clientèle	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	19 092	0	19 092	0
Total passifs financiers valorisés à la juste valeur	19 335	0	19 335	0

Les instruments classés en niveau 1

Le niveau 1 comprend l'ensemble des instruments dérivés traités sur les marchés organisés actifs (options, futures, etc.), quel que soit le sous-jacent (taux, change, métaux précieux, principaux indices action) et les actions et obligations cotées sur un marché actif.

Un marché est considéré comme actif dès lors que des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès de bourses, de courtiers, de négociateurs, de services d'évaluation des prix ou d'agences réglementaires et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Les obligations d'entreprises ou d'État et les agences dont la valorisation est effectuée sur la base de prix obtenus de sources indépendantes considérées comme exécutoires et mis à jour régulièrement sont classées en niveau 1. Ceci représente l'essentiel du stock de Bonds Souverains.

Les instruments classés en niveau 2

Les principaux produits comptabilisés en niveau 2 sont les suivants :

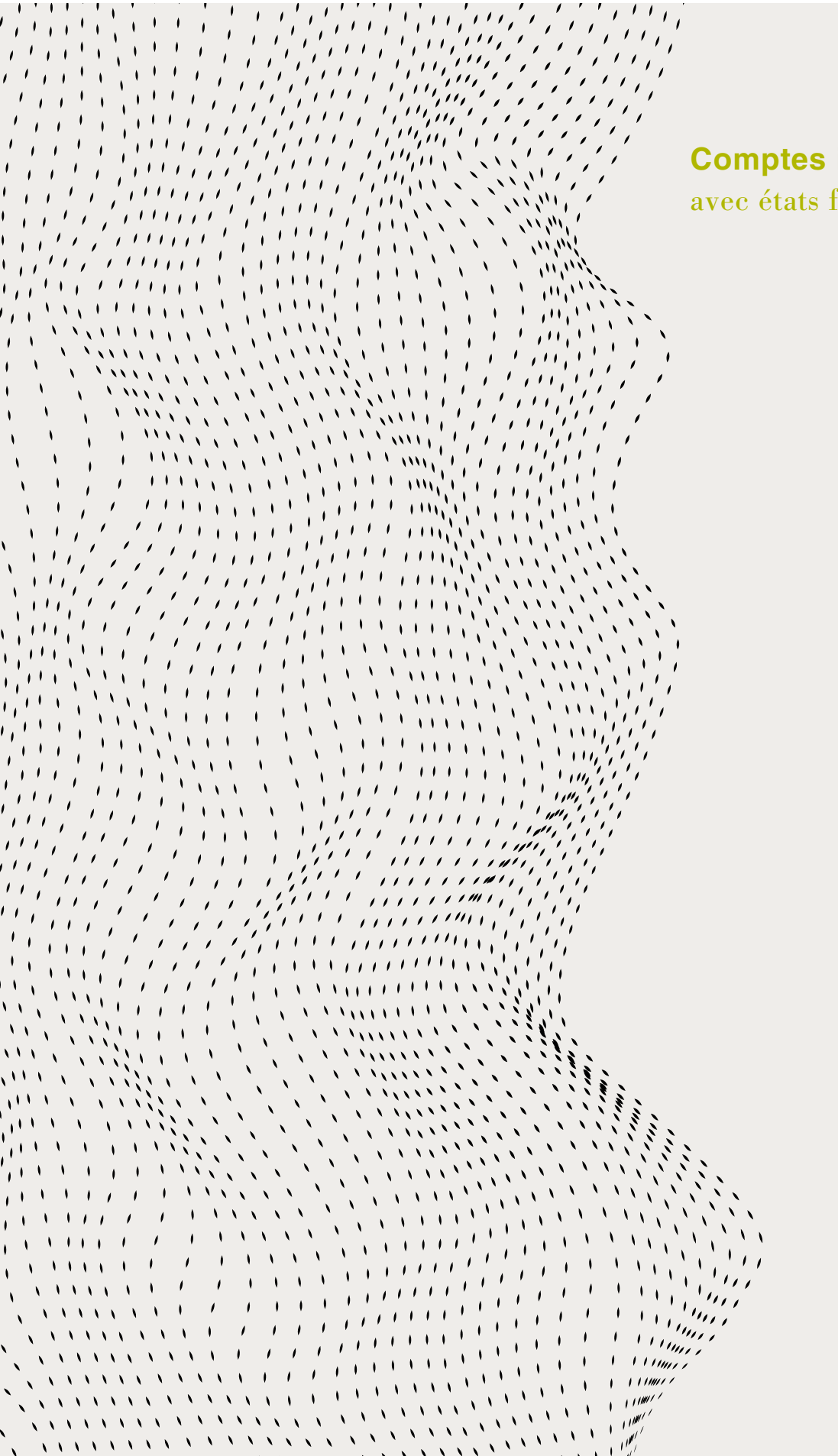
- les produits dérivés linéaires tels que les swaps de taux, swaps de devise, change à terme. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles simples et partagés par le marché, sur la base de paramètres soit directement observables (cours de change, taux d'intérêts), soit pouvant être dérivés du prix de marché de produits observables (swaps de change) ;
- les produits non linéaires vanilles comme les caps, floors, swaptions, options de change, options sur actions, crédit default swaps, y compris les options digitales. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles simples et partagés par le marché sur la base de paramètres directement observables (cours de change, taux d'intérêts, cours des actions) ou pouvant être dérivés du prix de produits observables sur le marché (volatilités).

Les instruments classés en niveau 3

Sont classés en niveau 3 les produits ne répondant pas aux critères permettant une classification en niveau 1 et 2, et donc principalement les produits présentant un risque modèle élevé ou des produits dont la valorisation requiert l'utilisation de paramètres non observables significatifs.

Note 10 : Evénements postérieurs au 31 décembre 2018

Néant



Comptes individuels 2018
avec états financiers

Bilan actif

(en milliers d'euros)	NOTES	31/12/2018	31/12/2017
Opérations interbancaires et assimilées		2 097 303	1 111 906
Caisse, banques centrales		305 415	62 570
Créances sur les établissements de crédit	3	1 791 888	1 049 336
Opérations avec la clientèle	4	3 280 984	3 144 256
Opérations sur titres		391 607	1 220 324
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	390 708	1 219 417
Actions et autres titres à revenu variable	6	899	907
Valeurs immobilisées		50 986	51 105
Participations et autres titres détenus à long terme	7	608	514
Parts dans les entreprises liées	8	297	297
Immobilisations incorporelles	9	39 048	38 210
Immobilisations corporelles	9	11 033	12 084
Comptes de régularisation et actifs divers		81 909	57 843
Autres actifs	13	51 560	24 942
Comptes de régularisation actif	13	30 349	32 901
TOTAL ACTIF		5 902 789	5 585 434

Bilan passif

(en milliers d'euros)	NOTES	31/12/2018	31/12/2017
Opérations bancaires et assimilées		312 695	76 897
Dettes envers les établissements de crédit	10	312 695	76 897
Comptes créditeurs de la clientèle	11	5 182 477	5 096 287
Comptes de régularisation et passifs divers		88 179	74 740
Autres passifs	14	27 681	22 138
Comptes de régularisation passif	14	60 498	52 602
Provisions	15	11 019	9 223
Fonds pour risques bancaires généraux	16	4 471	4 471
Capitaux propres hors FRBG	17	303 947	323 815
Capital souscrit		34 953	34 953
Primes d'émissions		311	311
Réserves		82 736	82 736
Report à nouveau		178 514	177 520
Résultat en instance d'approbation		0	0
Résultat de l'exercice		7 433	28 295
TOTAL PASSIF		5 902 789	5 585 434

2 / Hors bilan

(en milliers d'euros)	NOTES	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés			
Engagements de financement	20	868 768	685 670
Engagements de garantie	20	162 545	210 863
Engagements sur titres			
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements de garantie	20	2 180 853	2 076 616
Engagements sur titres			

3 / Compte de résultat de l'exercice 2018

(en milliers d'euros)	NOTES	31/12/2018	31/12/2017
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés		42 704	41 763
Intérêts et produits assimilés	21	61 469	53 207
Intérêts et charges assimilées	21	-18 765	-11 444
Revenus des titres à revenu variable	22	29	67
Commissions nettes		62 870	61 664
Commissions (produits)	23	67 043	65 476
Commissions (charges)	23	-4 173	-3 812
Produits nets sur opérations financières		17 416	23 188
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	24	16 753	14 405
Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	25	663	8 783
Autres produits nets d'exploitation bancaire		-23 354	-3 973
Autres produits d'exploitation bancaire	26	2 331	1 962
Autres charges d'exploitation bancaire	26	-25 685	-5 935
PRODUIT NET BANCAIRE		99 666	122 709
Charges générales d'exploitation	27	-84 622	-88 827
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	9	-2 149	-2 794
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		12 895	31 088
Coût du risque	28	-1 459	-5 380
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		11 437	25 708
Gains/pertes sur actifs immobilisés	29	-16	2 587
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS		11 421	28 295
Résultat exceptionnel		0	0
Impôts sur les bénéfices		-3 988	
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		7 433	28 295

4 / Annexes aux comptes publiables

Faits marquants :

Une opération de réorganisation des activités entre les deux sociétés monégasques, l'établissement de crédit CFM Indosuez Wealth Management et la société de gestion, CFM Indosuez Gestion, dans un contexte de modification du fonds de commerce avec les projets CMB et HSBC, a eu pour conséquence un assujettissement à l'ISB de l'établissement de crédit au 1^{er} janvier 2018.

Note 1

Principes comptables & méthodes appliquées

1.1. Introduction

Les états financiers de CFM Indosuez Wealth Management sont établis en conformité avec la réglementation applicable, dans le cadre des dispositions des conventions franco-monégasques, aux établissements de crédit de la Principauté de Monaco.

1.2. Principes et méthodes comptables

A) Conversion des actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs en devises sont convertis aux cours de marché à la date d'arrêté.

Les charges et produits résultant de ces conversions ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice sont comptabilisés dans le compte de résultat.

B) Opérations de change

Contrats de change au comptant et à terme

À chaque arrêté comptable, les contrats de change comptant sont évalués au cours du marché au comptant de la devise concernée.

Les opérations de change à terme sont des opérations adossées, et le cours utilisé est le cours au comptant de la devise concernée.

Options de change

Les options de change sont des opérations conclues de gré à gré et adossées.

C) Instruments financiers à terme de taux d'intérêt

Opérations d'échange de taux d'intérêt

Il s'agit principalement de contrats adossés dans le cadre de la gestion actif/passif.

Les charges et les produits relatifs à ces opérations sont inscrits au compte de résultat prorata-temporis.

Options de taux

Les options de taux sont des opérations conclues de gré à gré et adossées.

D) Titres

Titres de transaction

Les titres de transaction sont des titres acquis sur un marché organisé suffisamment liquide avec l'intention dès l'origine, de les revendre dans un délai maximum de 6 mois.

Les titres de transaction sont évalués à leur valeur de marché. Les plus ou moins-values dégagées sont enregistrées en produits ou charges de l'exercice.

Titres de placement

Les titres de placement sont des investissements financiers acquis pour procurer un rendement financier.

Il est constitué une provision lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur comptable.

Titres de participation

La constitution de provisions pour dépréciation des titres de participation est appréciée individuellement, en tenant compte de la valeur d'usage et de l'appréciation économique et financière de chaque société concernée.

E) Immobilisations

Les immobilisations corporelles figurent pour leur coût historique et selon la méthode par composant, les réparations, l'entretien et les petits matériels sont débités aux comptes de charges de l'exercice. Les immobilisations incorporelles comprennent les fonds de commerce acquis, les logiciels et les droits au bail, elles figurent au bilan pour leur coût historique.

Les fonds de commerce acquis et les droits au bail ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation.

Les amortissements pratiqués sur les autres immobilisations sont calculés selon le mode linéaire.

Les durées retenues pour calculer les amortissements sont les suivantes :

Composant	Durée d'amortissement
Constructions	50 ans
Aménagements	6 à 10 ans
Mobilier & matériel	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Logiciel et autres immobilisations incorporelles	1 à 3 ans

Note 2

Contrevaleur de l'actif et du passif en devises

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Total de l'actif en devises	2 037 305	2 106 235
Total du passif en devises	2 034 595	2 104 105

F) Provisions pour risques sur la clientèle

Les provisions pour risques sur la clientèle sont constituées en fonction des risques de pertes dès que ceux-ci sont connus, ces provisions viennent en déduction de l'actif lorsqu'elles se rapportent à des créances douteuses. Dans les autres cas, elles sont constituées au passif.

G) Pensions de retraite

Les pensions de retraite dues au titre des divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les employeurs et les salariés sont prises en charge par des organismes extérieurs spécialisés. Les cotisations dues au titre de l'exercice sont comptabilisées dans les résultats de la période.

La banque a porté en 2018 la provision pour indemnités de départ à la retraite à 3 353 milliers d'euros.

H) Autres engagements sociaux

Les primes pour médailles du travail versées aux salariés sont incluses dans les charges de personnel.

La provision correspondant aux droits acquis par le personnel au titre de ces primes s'établit en fin d'exercice à 1 222 milliers d'euros.

Note 3

Créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes et prêts		
à vue	572 844	76 858
au jour le jour	0	0
à terme	1 217 350	971 689
créances rattachées	1 694	789
Total des comptes des établissements de crédit	1 791 888	1 049 336
Provisions		
Comptes des établissements de crédit nets	1 791 888	1 049 336

Note 4

Créances sur les la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Créances en principal	3 288 644	3 150 945
Créances rattachées	2 690	2 550
Total des crédits à la clientèle	3 291 334	3 153 496
Provisions	-10 350	-9 239
Valeur nette comptable	3 280 984	3 144 256

Note 5

Obligations et autres titres à revenu fixe

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres de créances négociables	386 209	1 205 555
Créances rattachées	4 713	14 948
Sous-total	390 922	1 220 504
Provisions	-214	-1 087
Valeur nette comptable	390 708	1 219 417

Note 6

Actions et autres titres à revenu variable

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres de placement / actions	5	5
OPCVM de capitalisation	913	918
Sous-total	918	923
Provisions	-19	-16
Valeur nette comptable	899	907

Note 7

Participations et autres titres détenus à long terme

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres détenus dans les établissements de crédit	29	29
Autres titres	580	514
Sous-total	609	543
Provisions	-1	-29
Valeur nette comptable	608	514

Note 8

Parts dans les entreprises liées

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres détenus dans les établissements de crédit		
Autres titres	297	297
Sous-total	297	297
Provisions		
Valeur nette comptable	297	297

La banque détient la quasi-totalité du capital de CFM Indosuez Gestion, société anonyme monégasque au capital de 150 milliers d'euros. La banque détient en outre 100% du capital de CFM Indosuez Conseil en Investissement, société française par action simplifiée unipersonnelle, au capital de 150 milliers d'euros.

Note 9

Immobilisations

(en milliers d'euros)	Eléments incorporels	Eléments corporels
Montants bruts au 1 ^o janvier 2018	54 298	50 772
Mouvements nets de l'exercice	761	-711
Montants bruts au 31 décembre 2018	55 059	50 061
Amortissements cumulés en fin d'exercice	16 011	39 028
Montants nets au 31 décembre 2018	39 048	11 033
Dotations aux amortissements de l'exercice 2018	186	1 963

Les fonds de commerce acquis n'ont pas fait l'objet d'amortissement mais de tests de dépréciation de valeur. Aucune dépréciation n'a dû être constatée à fin 2018. Les frais d'établissement sont intégralement amortis à la clôture de l'exercice.

Note 10

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes ordinaires créditeurs	206 423	35 071
Comptes à terme	106 079	41 825
Dettes rattachées	193	1
Total des comptes des établissements de crédit	312 695	76 897

Note 11

Comptes créditeurs de la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes d'épargne à régime spécial	108 971	134 927
Comptes à vue	3 994 361	3 917 205
Comptes à terme	1 062 024	1 025 482
Autres comptes	14 272	17 062
Dettes rattachées	2 849	1 611
Valeur nette au bilan	5 182 477	5 096 287

Note 12

Créances et dettes rattachées

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts courus non échus à recevoir (actif)		
Créances sur les établissements de crédit	1 694	789
Créances sur la clientèle	2 690	2 550
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 713	14 949
Total des intérêts inclus dans les postes de l'actif	9 097	18 288
Intérêts courus non échus à payer (passif)		
Dettes envers les établissements de crédit	193	1
Comptes créditeurs de la clientèle	2 849	1 611
Total des intérêts inclus dans les postes du passif	3 042	1 612

Note 13

Autres actifs et comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres actifs		
Débiteurs divers	386	206
Instruments conditionnels achetés	2 869	3 493
Acompte IS	3 402	0
Comptes de règlements relatifs aux titres	15 520	11 907
Dépôts de garantie	29 247	9 228
Autres	136	108
Valeur nette au bilan	51 560	24 942
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement	90	210
Ajustement devises	1 296	5 853
Produits à recevoir	21 532	21 024
Charges constatées d'avance	2 818	4 714
Autres	4 613	1 100
Valeur nette au bilan	30 349	32 901
TOTAL	81 909	57 843

Note 14

Autres passifs et comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres passifs		
Dépôts de garantie	17 743	13 389
Instruments conditionnels vendus	2 869	3 493
Créditeurs divers	7 066	5 253
Comptes de règlements relatifs aux titres	3	3
Autres	0	0
Valeur nette au bilan	27 681	22 138
Comptes de régularisation		
Ajustement devise	0	0
Produits constatés d'avance	0	0
Charges à payer	51 536	49 438
Autres comptes de régularisation	8 962	3 164
Valeur nette au bilan	60 498	52 602
TOTAL	88 179	74 740

Note 15

Provisions

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2017	Dotations	Reprises	Ecarts de conversion	Autres mouvements	Solde au 31/12/2018
Provisions déduites de l'actif						
Créances sur la clientèle	9 239	1 581	484	14		10 350
Titres de placement	1 103	233	1 103			233
Immobilisations financières	29		28			1
TOTAL	10 371	1 814	1 615	14	0	10 584
Provisions classées au passif du bilan						
Risques sur la clientèle	4 067	252				4 319
Engagements sociaux	4 747	383	555			4 575
Autres provisions affectées	409	2 125	409			2 125
TOTAL	9 223	2 760	964	0	0	11 019

Note 16

Fonds pour risques bancaires généraux

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Fonds pour risques bancaires généraux	4 471	4 471
Valeur au bilan	4 471	4 471

Ce montant couvre de façon indifférenciée les risques généraux de la banque. Le fonds pour risques bancaires généraux est assimilé à des fonds propres aux termes de la réglementation bancaire en vigueur.

Note 17

Variation des capitaux propres (avant répartition et hors frbg)

(en milliers d'euros)	Capital	Primes et réserves	Ecarts de réévaluation	Report à nouveau	Provisions réglementées	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2016	34 953	83 047	0	164 031	0	45 004	327 035
Augmentation / réduction							0
Dividendes versés en 2017						-31 515	-31 515
Affectation du résultat 2016				13 489		-13 489	0
Résultat de l'exercice 2017						28 295	28 295
Solde au 31/12/2017	34 953	83 047	0	177 520	0	28 295	323 815
Augmentation / réduction *				-1 837			-1 837
Dividendes versés en 2018						-25 464	-25 464
Affectation du résultat 2017				2 831		-2 831	0
Résultat de l'exercice 2018						7 433	7 433
Solde au 31/12/2018	34 953	83 047	0	178 514	0	7 433	303 947

* Réduction du Report à nouveau afin de matérialiser l'impact de la First Time Application (FTA) relative à la norme IFRS9

Note 18

Ventilation selon la durée résiduelle des créances et des dettes

(en milliers d'euros) Hors créances et dettes rattachées	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Créances sur les établissements de crédit	1 758 194	32 000			1 790 194
Créances sur la clientèle	3 278 580	10 064			3 288 644
Créances représentées par un titre	148 478	177 424	60 307		386 209
Dettes envers les établissements de crédit	312 501				312 501
Comptes créditeurs de la clientèle	5 009 195	170 433			5 179 628

* La durée résiduelle est calculée jusqu'à la prochaine échéance et non à terme

Note 19

Engagements sur les instruments financiers à terme : Encours notionnels par durée résiduelle

31/12/2018				
(en milliers d'euros)	≤ 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Opérations fermes				
Swaps de taux d'intérêt	976 023	575 360	194 214	1 745 597
Gestion globale du risque de taux	785 778	240 942	149 971	1 176 691
Autres opérations de couverture	190 245	334 418	44 243	568 906
Swaps de transaction	0	0		0
Contrats à terme de change	227 878	0	0	227 878
Euros à livrer	103 179	0		103 179
Devises à livrer	124 699	0		124 699
Opérations conditionnelles				
Achats d'options	688 298	14 462		702 760
Ventes d'options	688 298	14 462		702 760

Les montants indiqués correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swaps de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

Note 20

Hors bilan

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés	1 031 313	896 534
- Engagements de financement :	868 768	685 670
En faveur de la clientèle	868 768	685 670
- Engagements de garantie :	162 545	210 863
D'ordre d'établissements de crédit	17 094	17 320
D'ordre de la clientèle	145 451	193 543
Engagements reçus	2 180 853	2 076 616
- Engagements de garantie :	2 180 853	2 076 616
Reçus d'établissements de crédit	8 256	8 636
Reçus de la clientèle	2 172 597	2 067 980

Note 21

Produits nets d'intérêts et revenus assimilés sur opérations

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
avec établissements de crédit	20 530	18 194
avec la clientèle	40 487	32 529
sur titres	452	2 484
Intérêts et produits assimilés	61 469	53 207
avec établissements de crédit	-811	-1 588
avec la clientèle	-17 954	-9 856
sur titres	0	0
Intérêts et charges assimilées	-18 765	-11 444
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	42 704	41 763

Note 22

Revenus des titres à revenu variable

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Participations et autres titres détenus à long terme	3	0
Parts dans les entreprises liées	26	67
Total	29	67

Note 23

Commissions

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec établissements de crédit	0	-69	-69	0	-66	-66
Sur opérations avec la clientèle	5 821	-1 369	4 452	5 718	-1 338	4 380
Sur opérations sur titres	49 558	-2 735	46 823	49 162	-2 408	46 754
Autres commissions	11 664	0	11 664	10 596	0	10 596
Total	67 043	-4 173	62 870	65 476	-3 812	61 664

Note 24

Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Sur titres de transaction	3 500	3 612
Sur opérations de change et instruments financiers assimilés	13 253	10 793
Soldes des opérations sur portefeuille de négociation	16 753	14 405

Note 25

Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres de placement		
Plus-values/Moins-values nettes	-214	8 627
Mouvements nets des provisions	877	156
Montant net	663	8 783

Note 26

Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Produits		
Quote-part des opérations faites en commun	0	0
Refacturation et transfert de charge	121	31
Produits divers d'exploitation bancaire	2 142	1 861
Autres produits	68	70
Total produits	2 331	1 962
Charges		
Quote-part des opérations faites en commun	-1 004	-961
Charges diverses d'exploitation bancaire	-24 681	-4 974
Total charges	-25 685	-5 935
Total net	-23 354	-3 973

Note 27

Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Frais de personnel		
Salaires et traitements	39 923	38 461
Intéressement	735	627
Charges sociales	12 924	13 391
Total des frais de personnel	53 582	52 479
Frais administratifs	31 040	36 348
Dont honoraires des Commissaires aux comptes	156	156
Dont frais de siège *	2 590	2 895
Total des charges générales d'exploitation	84 622	88 827

* Depuis 2017, des frais de siège sont annuellement facturés par CA Indosuez Wealth (Group)
 En 2018, une refonte de la convention de service entre CFM Indosuez Wealth et CFM Indosuez Gestion a été réalisée.
 Le montant refacturé à la filiale s'élève désormais à 1 107 K€.

Note 28

Coût du risque

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Reprises de provisions sur risques et charges	409	0
Reprises de provisions sur créances douteuses	443	59
Produits divers	0	0
Total produits	852	59
Provisions sur créances douteuses et autres actifs	-1 305	-1 711
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par une provision	-466	-19
Dotations aux provisions pour risques et charges	-540	-3 700
Charges diverses	0	-9
Total charges	-2 311	-5 439
Total	-1 459	-5 380

Note 29

Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Plus values de cessions sur immobilisations incorporelles et corporelles		2 587
Moins values de cessions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-16	
Plus values de cessions sur immobilisations financières		
Dotations et reprises aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
Total	-16	2 587

Note 30

Effectifs moyens

Catégorie de personnel	31/12/2018	31/12/2017
Cadres	309	307
Gradés	76	75
Employés		
Total	385	382

Note 31

Actifs grevés

CFM Indosuez Wealth suit et pilote le niveau de ses actifs mobilisés.

Au total, le ratio d'actifs grevés s'élève à 0% au 31 décembre 2018.

Nous n'avons pas identifié de source de mobilisation d'actif répondant aux critères définis par l'arrêté du 19 décembre 2014.

Actifs

Au 31/12/2018 (en millions d'euros)	Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur des actifs non grevés
Actifs de l'établissement déclarant	0	0	5 903	5 939
Instruments de capitaux	0	0	0	0
Opérations avec la clientèle	0	0	3 281	3 292
Opérations sur titres	0	0	392	411
Autres actifs	0	0	2 230	2 236

Garanties reçues

Au 31/12/2018 (en millions d'euros)	Juste valeur de la garantie reçue grevée ou des titres de créance propres émis grevés	Juste valeur de la garantie reçue ou des titres de créance propres émis disponibles pour être grevés
Collatéral reçu de l'établissement déclarant	0	0

Nos implantations

Siège social

11, boulevard Albert 1^{er}
Tél. + 377 93 10 20 00

Agences

Albert 1^{er}

11, boulevard Albert 1^{er}
Tél.+ 377 93 10 20 00

Gastaud

2, rue des Princes
Tél.+ 377 93 10 20 92

Suffren Reymond

11, boulevard Albert 1^{er}
Tél.+ 377 93 10 23 40

Monte-Carlo

31, boulevard Princesse Charlotte
Tél.+ 377 93 10 25 30

Moulins

Europa Résidence
Tél.+ 377 93 10 25 00

Monaco Ville

6, rue Comte Félix Gastaldi
Tél.+ 377 93 10 26 20

Le Rapport annuel est publié
en français et en anglais.
En cas de divergence entre
les deux versions, la version
originale française fait foi.

Conception & réalisation :
www.lamanufacture.net



